

Newsletter CNR BEA n°61

Août – Septembre 2026

Edito

Le transport d'animaux en Europe



[Image](#) issue du site de l'[Action Agricole Picarde](#). © F. Alteroche

L'étape du transport représente l'un des événements les plus stressants dans la vie des animaux de rente. Alors que l'adoption du règlement européen relatif au transport d'animaux vivants est toujours attendue, les études scientifiques s'intéressant au bien-être animal pendant le transport continuent d'abonder. Les travaux portant sur le bien-être des bovins lors du transport routier ont été recensés dans une [revue de la littérature](#) publiée récemment dans *Journal of Animal Science*. Les auteurs signalent que la recherche se concentre surtout sur la distance parcourue et la durée du transport, tandis que d'autres facteurs, tels que les conditions micro-climatiques dans le véhicule et la densité de chargement, restent peu étudiés. Pourtant, d'après les auteurs de l'analyse, ces facteurs ont



une forte influence sur le bien-être des animaux transportés et offrent d'importantes perspectives de recherche. Concernant les relevés des conditions micro-climatiques à l'intérieur des véhicules, des améliorations techniques peuvent être apportées. C'est ce que constate [une étude menée sur les données de température](#) recueillies par les autorités compétentes lors du transport de porcelets au départ du Danemark vers d'autres pays de l'Union européenne. L'étude révèle une forte hétérogénéité et des lacunes dans les systèmes de collecte de température (nombre et emplacement des capteurs, intervalles d'échantillonnage, absence d'informations sur les températures extérieures), ce qui limite leur utilisation pour évaluer le bien-être des porcs. Les auteurs concluent que des solutions numériques normalisées restent à développer afin de créer un système plus efficace, fiable et applicable pour évaluer le bien-être animal lors du transport.

En novembre 2025, la France a été auditée par la Commission européenne afin d'évaluer l'adéquation et l'efficacité des mesures mises en place visant à prévenir les blessures ou les souffrances inutiles infligées aux animaux (bovins, ovins et caprins) lors de leur transport par navire vers des pays tiers. Dans son [rapport d'audit](#), la Commission constate que les autorités françaises effectuent efficacement les contrôles au port et que tous les départs depuis la France ont bénéficié de la présence d'un éleveur chargé de surveiller le bien-être des animaux à bord. Toutefois, elle relève l'absence du vétérinaire officiel et de l'expert maritime requis lors des inspections d'agrément et de pré-chargement. De plus, les contrôles d'un vétérinaire officiel à bord du navire lors du premier voyage suivant l'agrément n'étaient pas prévus. Des recommandations ont été émises pour combler ces lacunes.

Le sujet complexe du transport d'animaux vivants par voie maritime avait été abordé lors d'une précédente newsletter du CNR BEA ([#58 février-mars 2026](#)).

Plan d'action du gouvernement français en faveur des animaux



Image issue du [site officiel du Gouvernement](#)

Le Gouvernement français a présenté cet été son [plan d'action en faveur du bien-être animal](#). Certaines mesures, issues de la [loi du 30 novembre 2021](#) visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes, verront leur mise en œuvre renforcée. D'autres mesures sont nouvelles. Elles concernent notamment les animaux de compagnie avec le renforcement du label « Bien-être des animaux » porté par les élevages et les commerces engagés, le soutien financier aux refuges, le déploiement de la formation et le renforcement des sanctions contre la maltraitance animale.

Les bonnes pratiques en faveur du bien-être animal dans les élevages de volailles en Europe



Image issue du site de [Process Alimentaire](#)

Démarré en 2022, le projet européen [BroilerNet](#) s'est achevé le 31 juillet dernier. Il a mis en place un réseau visant à promouvoir l'adoption de bonnes pratiques innovantes et prêtes à l'emploi en matière de bien-être animal, de santé et de durabilité déjà mises en œuvre dans des élevages européens de poulets de chair. Récemment, une [étude](#) a comparé les mesures mises en œuvre par les éleveurs et identifiées dans le projet avec les recommandations de [l'avis scientifique de l'EFSA](#) (Autorité européenne de sécurité des aliments). D'après les résultats de l'analyse comparative, de nombreuses bonnes pratiques appliquées en élevages s'alignent sur les recommandations scientifiques : plateformes surélevées, éclosion à la ferme, formation des éleveurs, évaluation du bien-être via l'outil [Ebene](#). Toutefois, certaines recommandations émises par l'EFSA n'ont pas été identifiées dans BroilerNet. Il s'agit par exemple de la réduction des densités d'élevage, de la mise à disposition de vérandas couvertes et/ou d'un accès à l'extérieur, et de l'utilisation de lignées à croissance plus lente. Les auteurs de l'analyse encouragent la poursuite de recherches interdisciplinaires appliquées sur le terrain pour faciliter l'adoption des recommandations de l'EFSA en faveur du bien-être des poulets de chair.

Estimation de l'impact économique d'un avenir sans cages en élevage porcin



Image issue du [livre blanc](#) publié par [l'Institut européen pour le droit animal](#). © Stefano Belacchi, We Animals; 2011, Italie

La législation européenne n'interdit que partiellement l'utilisation de cages en élevage porcin, avec l'obligation d'héberger les truies en groupes à partir de quatre semaines après la saillie naturelle (ou l'insémination) jusqu'à une semaine avant la date prévue de mise bas. Avant la saillie et pendant les quatre semaines qui suivent, les truies sont hébergées en verraterie dans des stalles individuelles. Les truies en fin de gestation puis en phase d'allaitement sont le plus souvent hébergées en contention dans des cages de mise bas jusqu'au sevrage de leurs porcelets. La Commission européenne envisage actuellement une réforme de la réglementation sur les animaux d'élevage incluant notamment la suppression progressive des cages. Concernant la filière porcine, la Commission a annoncé sa [proposition de révision de la réglementation](#) au deuxième trimestre 2027. Sans attendre cette révision européenne, cinq États membres ont déjà adopté une législation nationale interdisant ou limitant l'utilisation des cages de mise bas pour les truies : la Suède, l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark et la Finlande. Dans son dernier [livre blanc paru ce mois-ci](#), l'Institut européen pour le droit animal (European Institute for Animal Law & Policy) propose des éléments de réflexion afin d'éclairer les législateurs en amont de cette réforme européenne annoncée. Il évalue les impacts de l'interdiction des cages de mise bas sur le plan économique et sur le bien-être animal. Les résultats économiques présentés dans cette étude indiquent que l'abandon des cages de mise bas peut être viable, car les avantages

liés à la croissance plus rapide des porcelets pourraient compenser en grande partie l'augmentation des coûts de production, estimés à +0,008 euros/kg. L'impact sur le bien-être animal du passage en cases de maternité liberté a été évalué en utilisant le cadre AQALY (Animal Quality-Adjusted Life Year) conceptualisé par les auteurs d'un [article publié dans SSRN](#) pour estimer le potentiel de bien-être d'un animal et pour analyser les coûts-bénéfices d'un système. La différence des scores AQALY obtenus entre les deux systèmes (avec ou sans cage de mise bas) est convertie en une valeur monétaire par jour-case-truie. Les auteurs concluent que les bénéfices en termes de bien-être animal découlant de l'interdiction des cages de mise bas sont considérables et nettement supérieurs aux coûts de la transition. Les résultats de ce livre blanc viennent compléter une autre [étude d'impact de l'arrêt des cages de mise bas](#) commandée par des organisations d'agriculteurs et dont les résultats économiques étaient beaucoup plus négatifs avec une estimation à 6-10 % pour l'augmentation des coûts de production par porcelet. Comme indiqué dans sa [stratégie en matière d'élevage communiquée en juillet dernier](#), la Commission européenne prépare actuellement une analyse indépendante de l'impact économique de l'arrêt des cages.

Vers une meilleure protection des crustacés ?

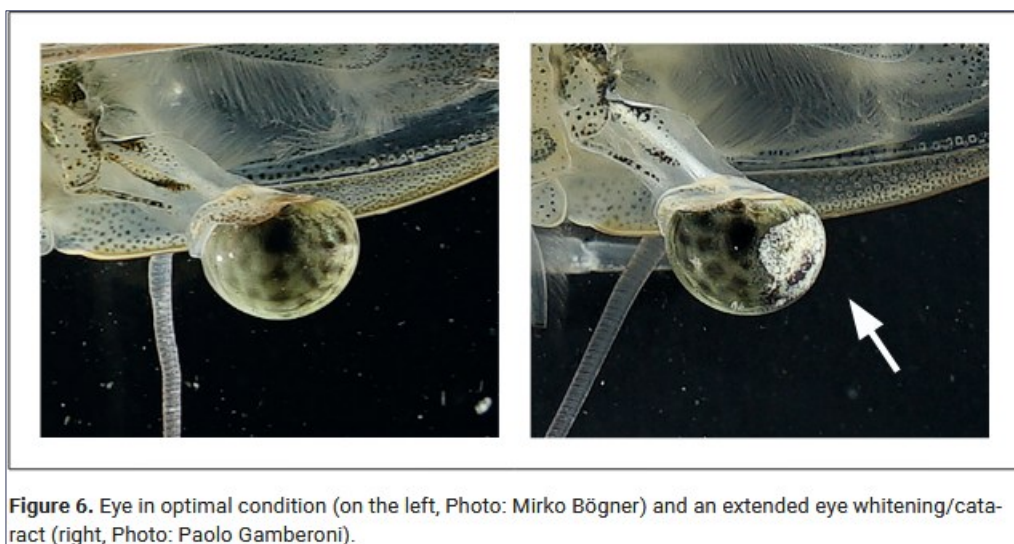


Image issue du [manuel](#) publié par l'[IGB](#)

Chez les crustacés, les preuves s'accumulent en faveur de l'existence d'états douloureux et de sensibilité. [Un article de synthèse](#) met en évidence le décalage entre les preuves scientifiques de la sensibilité des crustacés décapodes et les protections juridiques limitées dont ils bénéficient au sein de l'UE mais également dans des juridictions extra-européennes. Les auteurs de l'article plaident pour une réglementation harmonisée, fondée sur les connaissances scientifiques afin de

garantir une protection cohérente et efficace des crustacés au sein de l'industrie alimentaire mondiale.

Des chercheurs allemands ont publié un manuel illustré présentant des indicateurs morphologiques du [stress chez la crevette blanche](#) et des méthodes d'observation destinées aux professionnels de l'aquaculture. Les auteurs du manuel invitent les utilisateurs à faire part de leurs commentaires et suggestions afin d'enrichir l'ensemble des données. Le document mentionne également les préoccupations émergentes concernant le bien-être de cet animal et un état des lieux de la législation en vigueur. Globalement, les auteurs observent une prise de conscience accrue du bien-être des crevettes, et des crustacés en général. En Europe, quelques pays comme la Suisse, la Norvège et l'Autriche ont adopté des mesures de protection pour ces animaux. Au Royaume-Uni, la loi de 2022 sur le bien-être animal (Animal Welfare (Sentience) Act 2022) reconnaît officiellement que les crustacés décapodes sont des êtres sensibles. En réponse aux préoccupations des consommateurs, des distributeurs s'engagent à supprimer progressivement certaines pratiques, telles que l'ablation du pédoncule oculaire, et à adopter des méthodes d'abattage plus respectueuses. Cependant, ces évolutions soulèvent encore des débats, au sujet notamment des indicateurs de conscience et d'inconscience chez les crustacés, faute de données scientifiques complètes.



Table des matières

Edito	1
Cognition – Emotions	11
25/08/2026 : Balancing the animal affective scales - Can the methodology of human affect balance be translated to other sentient species?	11
11/08/2026 : Exploring Viewer Perceptions of Videos Depicting Cat-Dissented “Play” and Their Potential to Contribute to Harmful Interactions	12
30/07/2026 : Teaming up for welfare: a cross-institute approach to identify robust indicators of emotion in pigs	14
10/07/2026 : The sensory world of cattle: Abilities, limitations, and perceptual challenges in human-designed environments	16
Colloques – séminaires – formations	17
31/08/2026 : EFSA exchange with experts on welfare of cats and dogs	17
31/07/2026 : Retenez la date : la conférence Bien-être animal de La Coopération Agricole revient au Sommet de l'Élevage.....	18
Éthique – sociologie – philosophie – droit	19
19/08/2026 : Finnish farmers’ perceptions of the roles of farmers, authorities and industry in farm animal welfare and of subsidy development	19
Évaluation du bien-être et étiquetage	21
25/08/2026 : Is organic livestock farming more welfare-friendly than its conventional counterpart? - A systematic literature review in terms of animal health, welfare and management.....	21
17/08/2026 : Rainbow Trout Operational Welfare Indicator (OWI) Protocol: Ongrowing, Seawater (Version 1.0)	22
29/07/2026 : L’Étiquette bien-être animal s’affiche chez Naturalia	24
16/07/2026 : Bien-être animal et transparence : pour la première fois, les consommateurs peuvent comparer tous les produits en rayon, du niveau A jusqu’au niveau E.....	25
Gestion des populations et BEA	26
10/08/2026 : Ils sont achetés 100 euros dans les pays de l'est puis revendus plus de 2 000 euros : le trafic de chiens explose en Catalogne	26
Initiatives en faveur du bien-être – filières, agences de financement, organismes de recherche, pouvoirs publics	27
14/08/2026 : In-ovo sexing gains momentum as EU adoption reaches 40%	27



04/08/2026 : Bridging the gap: a comparative analysis of industry approaches and scientific perspectives on broiler health and welfare in Europe29

Invertébrés30

07/09/2026 : Health and welfare monitoring in Whiteleg shrimp (*Litopenaeus vannamei*) aquaculture.....30

One Welfare.....31

10/07/2026 : Cattle welfare, health, and husbandry: the sustainability connection 31

Réglementation32

08/09/2026 : European Institute for Animal Law & Policy's Newsletter – From Cage-Free Reforms for Pigs to EU Enlargement and More32

02/09/2026 : Parlement européen : Réponse à la question écrite E-002753/2026 : Concerns regarding the application of Regulation (EU) 2020/1054 to the non-commercial transport of rescued animals33

02/09/2026 : Révision de la législation européenne sur le transport d'animaux : Annie Genevard est-elle réellement ministre du bien-être animal ?35

31/08/2026 : EU authorises new animal stunning methods for slaughter36

31/08/2026 : Protection animale : le Gouvernement présente un plan d'action37

21/08/2026 : Parlement européen : réponse écrite à la question E-002498/2026 : Bien-être animal et importations bovines issues du Mercosur39

21/08/2026 : Parlement européen : réponse écrite à la question E-002447/2026 : Compensation for additional costs resulting from new animal transport rules41

21/08/2026 : Parlement européen : réponse écrite à la question E-002317/2026 : Révision du règlement (CE) n° 1099/2009 et suppression progressive de l'étourdissement des porcs au CO₂.....44

14/07/2026 : Assemblée nationale : réponse écrite à la question n°13575 : Fermeture des abattoirs de proximité46

10/07/2026: Memorandum for animal welfare to the Irish presidency 202647

12/06/2026 : France CT-2025-0121 - Food Audits and Analysis : Final report of an audit of France carried out from 13 to 21 november 2025 in order to evaluate animal welfare controls during transport by livestock vessel to non-EU countries..49

Santé animale51

19/08/2026 : Motivational factors and financial incentives to mitigate tail biting in pig production in Finland.....51

Transport, abattage, ramassage52

07/08/2026 : Systematic mapping review of cattle welfare research during road transportation (2015–2025)52

04/08/2026 : Brittany Ferries ends live animal transport following NGO pressure .54



22/07/2026 : Quality of in-vehicle temperature data collected by competent authorities as part of inspection of animal welfare during long-distance transport of pigs: a Danish case study	55
--	----

Cognition – Emotions

25/08/2026 : [Balancing the animal affective scales - Can the methodology of human affect balance be translated to other sentient species?](#)

Type de document : article conceptuel publié dans [Neuroscience & Biobehavioral Reviews](#)

Auteurs : Laura E. Webb, J. Elizabeth Bolhuis, Viktor Jurkovich, Allyson F. Ipema, Matteo Chincarini, Angélique Favreau-Peigné, Björn Forkman, Caroline Clouard, Frank Tuytens, Heather Browning, Laura Menchetti, Margit Bak Jensen, Özkan Elmaz, Radka Šárová, Robert Głogowski, Sandra Döpjan, Stefania Celozzi, Walter Veit, Céline Tallet

Résumé en français (traduction) :

Équilibrer la balance affective des animaux – La méthodologie utilisée pour évaluer l'équilibre affectif chez l'être humain peut-elle être transposée à d'autres espèces dotées de sensibilité ?

L'évaluation du bien-être des animaux sensibles non humains constitue une entreprise scientifique aux multiples facettes. Une approche issue de la psychologie humaine qui semble prometteuse pour une application aux animaux est celle de l'équilibre affectif, fondée sur l'idée que ce que l'on ressent la plupart du temps est déterminé par l'équilibre entre les dimensions distinctes de l'affect positif et négatif. Il a été démontré que l'équilibre affectif entretient des liens profonds avec la santé mentale et physique ainsi qu'avec le bien-être chez l'être humain.

L'objectif de cet article conceptuel est d'évaluer si la méthodologie de l'équilibre affectif pourrait constituer une mesure intégrative utile de la composante affective/hédonique du bien-être animal et d'exposer les considérations clés pour son application potentielle. En raison de la diversité des méthodes utilisées pour étudier l'équilibre affectif chez l'homme, toute tentative de transposition à d'autres espèces nécessite d'abord d'en extraire les principaux principes sous-jacents.

Nous avons identifié quatre principes sous-jacents : les trois premiers concernent l'estimation des fréquences des affects positifs et négatifs au fil du temps, tandis que le quatrième porte sur l'intégration des affects positifs et négatifs dans un score ou une catégorie d'équilibre affectif. Nous discutons ensuite de la manière dont la théorie sous-jacente à la méthodologie de l'équilibre affectif peut être transposée à d'autres espèces, ainsi que des considérations théoriques et pratiques liées au développement et à la validation de méthodes d'évaluation potentielles.

Dans l'ensemble, nous estimons que cette approche recèle un grand potentiel pour la science du bien-être animal et nous encourageons la réalisation d'études empiriques sur ce sujet.

Résumé en anglais (original) : Assessing the welfare of non-human sentient animals is a multifaceted scientific endeavour. A human psychology approach that holds promise for application to animals is affect balance, based on the idea that how one feels most of the time is determined by the balance

between the separate dimensions of positive and negative affect. Affect balance has been shown to have profound relationships with mental and physical health and well-being in humans.

The aim of this conceptual article is to evaluate whether the affect balance methodology might offer a useful integrative measure of the affective/hedonic component of animal welfare and to outline key considerations for its potential application. Due to the variation in human affect balance methods, any attempt to translate them to other species requires first extracting their main underlying principles.

We extracted four underlying principles, the first three relating to estimating the frequencies of positive and negative affect over time, and the fourth relating to the integration of positive and negative affect into an affect balance score or category. We then discuss how the theory behind the affect balance methodology can be translated to other species, and the theoretical and practical considerations in the development and validation of potential assessment methods.

Altogether, we think that this approach holds great potential for animal welfare science and we encourage empirical studies into this topic.

11/08/2026 : Exploring Viewer Perceptions of Videos Depicting Cat-Dissented “Play” and Their Potential to Contribute to Harmful Interactions

Type de document : article scientifique publié dans [Anthrozoös](#)

Auteurs : Lyn Henning, J. S., Nielsen, T. D., & Hazel, S. J.

Résumé en français (traduction) : Étude des perceptions des spectateurs face à des vidéos montrant des « jeux » controversés impliquant des chats et de leur potentiel à favoriser des interactions néfastes.

Les interactions ludiques entre l’homme et le chat peuvent offrir de précieuses occasions d’améliorer le bien-être du chat et de renforcer le lien entre l’homme et l’animal. Cependant, ces bienfaits ne s’appliquent que si les deux parties consentent à l’interaction ; dans le cas contraire, le jeu risque de causer du stress et d’éventuelles blessures à l’une ou l’autre des parties. Les vidéos en ligne mettant en scène des duos homme-chat et étiquetées comme « jeu » montrent souvent un malaise visible chez le chat, ce qui soulève des questions sur la manière dont les auteurs et les spectateurs perçoivent le refus du chat lors de ces interactions ludiques.

La présente étude visait à explorer les thèmes liés à la manière dont les spectateurs interprètent et justifient les interactions ludiques entre l’homme et le chat malgré des signes visibles de détresse chez ce dernier. Onze vidéos en ligne accessibles au public, présentant des interactions entre l’homme et le chat et qualifiées de « jeu » par l’auteur de la publication, dans lesquelles le chat manifestait des comportements de refus, ont été incluses dans l’étude. Les commentaires associés aux vidéos ont été analysés de manière inductive à l’aide d’une analyse thématique réflexive, et le contenu des vidéos a été observé et décrit.

Neuf thèmes principaux se sont dégagés :

- (1) « S'ils n'aimaient pas ça, on le saurait » – la conviction qu'une « véritable » détresse serait évidente ;
- (2) « Perdu dans la traduction » – des idées fausses sur le langage corporel et les préférences des chats ;
- (3) « Ils comprennent tout simplement » – présumer de la confiance et de la compréhension ;
- (4) « Vous finirez par les convaincre » – passer outre la réticence pour établir un lien affectif ;
- (5) « C'est ça, l'amour félin » – recadrer les comportements de désaccord, et la tolérance humaine à leur égard, comme des expressions d'amour ;
- (6) Satisfaire le prédateur qui sommeille en eux – répondre aux besoins prédateurs des chats par des jeux brutaux ;
- (7) ... Mais c'est mignon – ignorer le désaccord en raison de la « mignonnerie » esthétique ;
- (8) En rire – trouver de l'humour dans le mécontentement du chat ;
- (9) « Que les "Karens" aillent s'asseoir » – réactions défensives face aux critiques extérieures.

Alors que le jeu est de plus en plus promu par les défenseurs et les praticiens comme un outil favorisant le lien entre l'homme et le chat et l'enrichissement félin, nos résultats soulignent un besoin crucial d'éduquer le public à reconnaître, et surtout à respecter, les manifestations de désaccord des chats, ainsi que leurs préférences en matière de contact et d'interaction, et les risques sérieux pour la santé humaine que représentent les morsures et les griffures de chat.

Résumé en anglais (original) : Human–cat play interactions may provide valuable opportunities for increasing cat welfare and strengthening the human–cat bond. However, these benefits only apply if both parties are assenting to the interaction; otherwise, the play risks causing stress and potential injury to either party. Online videos of human–cat dyads tagged as “play” often include visible cat discomfort, raising questions about how uploaders and viewers perceive cat dissent within play interactions.

The present study aimed to explore themes in how viewers interpret and justify human–cat play interactions despite visible signs of cat distress. Eleven publicly hosted online videos of human–cat interactions, self-identified by the uploader as “play,” in which the cat is displaying dissent behaviors, were included in the study. Video comments were analyzed inductively using reflexive thematic analysis, and video contents were observed and described.

Nine major themes emerged:

- (1) If they didn't like it, you would know – believing “real” distress would be obvious;
- (2) Lost in translation – misconceptions about cat body language and preferences;
- (3) They just get it – assuming trust and understanding;
- (4) You'll win them over – pushing through dissent to establish bonding;
- (5) “That's cat love” – reframing dissent behaviors, and human tolerance of them, as expressions of love;
- (6) Satisfying the killer inside – fulfilling cat predatory needs with rough play;
- (7) ... But it's cute – overlooking dissent because of aesthetic “cuteness”;
- (8) Just having a laugh – finding humor in cat displeasure;
- (9) “Karens take a seat” – defensive reactions to external criticism.

As play is increasingly promoted by advocates and practitioners as a tool for human–cat bonding and feline enrichment, our findings highlight a critical need for educating the public about recognizing, and more crucially, respecting cat dissent, as well as cat preferences for touch and interaction and the serious human health risks of cat bites and scratches.

30/07/2026 : Teaming up for welfare: a cross-institute approach to identify robust indicators of emotion in pigs

Type de document : article scientifique publié dans [Animal](#)

Auteurs : I. Reimert, G.A. Franchi, M. Bagaria, L. Canario, J. Elizabeth Bolhuis, S. Döpjan, E. Verbeek, E. Fàbrega, L.J. Pedersen, H. Telkänranta, A. Eggert, L.R. Moscovice

Résumé en français (traduction) : Une collaboration au service du bien-être : une approche interinstitutionnelle visant à identifier des indicateurs fiables des émotions chez les porcs, animal

L'évaluation des émotions chez les animaux d'élevage est un défi en raison de leur nature subjective et du manque d'indicateurs fiables, en particulier pour les émotions positives. Nous avons mis au point des expériences menées dans quatre établissements, toutes conçues pour induire des réactions émotionnelles positives et négatives chez $n = 124$ truies domestiques testées dans le cadre d'un protocole intra-sujet.

Nos objectifs étaient de mettre à l'essai des indicateurs fiables et non invasifs des réponses émotionnelles à court terme chez des porcs représentant différents âges et races et élevés dans des conditions d'élevage variées. Nous avons élaboré un éthogramme commun pour l'enregistrement comportemental ainsi que des procédures opérationnelles standardisées pour le prélèvement d'échantillons de salive, qui ont été analysés dans le même laboratoire afin de mesurer les variations à court terme du cortisol, en tant qu'indicateur d'excitation, et de l'ocytocine, en tant qu'indicateur présumé de la valence.

Nous avons utilisé des modèles linéaires et des modèles linéaires généralisés mixtes (LMM/GLMM) pour tester les effets des différences prédites en termes de valence et d'excitation entre les différentes expériences sur les réponses comportementales et physiologiques. Nous avons également réalisé une analyse en composantes principales (ACP) à plusieurs niveaux afin de déterminer si plusieurs indicateurs pouvaient être regroupés en un ensemble plus restreint de composantes principales représentant différentes dimensions des réponses émotionnelles.

Les indicateurs les plus établis ont varié comme prévu d'un établissement à l'autre, avec une augmentation des jeux locomoteurs dans les contextes positifs (GLMM, $P \leq 0,001$) et une augmentation des tentatives de fuite dans les contextes négatifs (GLMM, $P \leq 0,001$). Les porcs présentaient plus souvent les deux oreilles tournées vers l'avant dans les contextes positifs (GLMM, $P \leq 0,001$) et les deux oreilles tournées vers l'arrière dans les contextes négatifs (GLMM, $P \leq 0,001$). Les porcs présentaient des augmentations plus importantes du cortisol en réponse à des contextes à valence négative qu'à des contextes à valence positive (LMM, $P \leq 0,001$) ; de plus, quelle que soit

la valence, les porcs exposés à davantage de contextes sociaux ou physiques nouveaux au cours des expériences présentaient également des augmentations plus importantes du cortisol (LMM, $P \leq 0,001$). L'ocytocine ne présentait pas de variations cohérentes selon les contextes de valence différente. Les scores PCA des porcs se regroupaient en fonction des contextes de valence différente qu'ils avaient vécus et non en fonction de leurs différents lieux d'hébergement. Les deux composantes principales présentant les valeurs propres les plus élevées affichaient des chargements modérés pour une combinaison d'indicateurs plus établis et de nouveaux indicateurs liés aux réponses de peur par opposition aux réponses ludiques.

En conclusion, cette approche interinstitutionnelle a permis de valider l'utilisation du jeu locomoteur et du comportement de fuite comme indicateurs fiables des réponses de valence à court terme au sein des populations de porcs. Lorsqu'elles sont associées à d'autres mesures, les modifications à court terme de la posture des oreilles constituent également un indicateur de valence prometteur. Les variations du cortisol étaient liées à la fois à la valence et à l'excitation. Les approches interinstitutionnelles sont utiles pour renforcer la validité des indicateurs non invasifs des émotions chez les animaux d'élevage.

Résumé en anglais (original) : Evaluating emotions in livestock is challenging due to their subjective nature and the lack of robust indicators, especially for positive emotions. We developed experiments across four facilities, all designed to induce positive and negative emotional reactions in $n = 124$ female domestic pigs tested in a within-subject design.

Our goals were to test for robust, non-invasive indicators of short-term emotional responses across pigs representing different ages and breeds and kept in different husbandry conditions. We developed a common ethogram for behavioural recording and standard operating procedures for collecting saliva samples, which were analysed in the same lab to measure short-term changes in cortisol, as an indicator of arousal, and oxytocin, as a putative indicator of valence.

We used linear and generalised linear mixed models (LMM/GLMM) to test for effects of predicted differences in valence and arousal across different experiments on behavioural and physiological responses. We also ran a multilevel principal component analysis (PCA) to assess whether several indicators could be consolidated into a smaller set of principal components representing different dimensions of emotional responses.

More established indicators varied as predicted across facilities, with increases in locomotor play in positive contexts (GLMM, $P \leq 0.001$) and increases in escape attempts in negative contexts (GLMM, $P \leq 0.001$). Pigs more often had both ears pointed forward in positive contexts (GLMM, $P \leq 0.001$) and both ears pointed backwards in negative contexts (GLMM, $P \leq 0.001$). Pigs had greater increases in cortisol in response to negatively than to positively valenced contexts (LMM, $P \leq 0.001$), and regardless of valence, pigs exposed to more novel social or physical contexts during experiments also had greater increases in cortisol (LMM, $P \leq 0.001$). Oxytocin did not vary consistently across differently valenced contexts. Pigs' PCA scores clustered according to the differently valenced contexts that they experienced and not to their different facilities. The two principal components with the highest eigenvalues had moderate loadings for a combination of more established and novel indicators related to fearful vs playful responses.

In conclusion, this cross-institute approach helped to validate the use of locomotor play and escape behaviour as robust indicators of short-term valenced responses across pig populations. When combined with other measures, short-term changes in ear posture also have promise as a valence indicator. Changes in cortisol were related to both valence and arousal. Cross-institute approaches are useful for increasing the validity of non-invasive indicators of emotion in farm animals.

10/07/2026 : The sensory world of cattle: Abilities, limitations, and perceptual challenges in human-designed environments

Type de document : article scientifique publié dans [Applied Animal Behaviour Science](#)

Auteurs : Maria Vilain Rørvang, Rebecca K. Meagher, Johanna Stenfelt, Emily K. Miller-Cushon, Sheikh Rishad Ahmmad, Maria Camila Ceballos

Résumé en français (traduction) : Univers sensoriel des bovins : capacités, limites et défis perceptifs dans les environnements conçus par les humains

Les bovins occupent une place centrale dans les sociétés humaines depuis des millénaires, mais la compréhension scientifique de la manière dont ils perçoivent leur environnement reste limitée. Alors que la biologie des bovins a fait l'objet d'études approfondies, leurs perceptions sensorielles ont reçu relativement peu d'attention directe et sont souvent étudiées de manière indirecte à travers des indicateurs axés sur la production.

Cette revue propose une synthèse exhaustive et critique des connaissances actuelles sur les capacités sensorielles des bovins, notamment en matière de vision, d'audition, d'olfaction, de goût et de toucher. Pour chaque modalité, nous avons intégré des perspectives anatomiques, physiologiques, comportementales et évolutives afin de caractériser les capacités et les limites perceptives et d'identifier les principaux manques de connaissances.

La littérature scientifique est très variable, les systèmes visuel et auditif étant relativement bien décrits, tandis que les perceptions olfactive, gustative et tactile restent mal comprises, en particulier en ce qui concerne l'expérience affective et les variations individuelles. Toutes modalités confondues, la perception des bovins dépend du contexte et est façonnée par l'apprentissage et l'expérience antérieure. Les inadéquations entre les capacités sensorielles spécifiques à l'espèce et les environnements conçus par l'homme peuvent influencer les réponses comportementales, le stress et les interactions entre l'homme et l'animal.

En synthétisant les données dispersées et en identifiant les priorités pour les recherches futures, cette revue souligne la nécessité d'une intégration plus forte entre la biologie sensorielle et l'éthologie afin d'améliorer la compréhension du comportement des bovins et d'orienter la conception future d'environnements mieux adaptés à la perception bovine.

Résumé en anglais (original) :

Cattle have been central to human societies for millennia, yet scientific understanding of how they perceive their environment remains limited. While cattle biology has been extensively studied,

sensory perception has received comparatively little direct attention and is often investigated indirectly through production-oriented outcomes.

This review provides a comprehensive and critical synthesis of current knowledge of cattle sensory abilities across vision, hearing, olfaction, taste, and touch. For each modality, we have integrated anatomical, physiological, behavioural, and evolutionary perspectives to characterise perceptual capacities and limitations and to identify key knowledge gaps.

Research coverage is highly uneven with visual and auditory systems relatively well described, whereas olfactory, gustatory, and tactile perception remain poorly understood, particularly in relation to affective experience and individual variation. Across modalities, cattle perception is context-dependent and shaped by learning and prior experience. Mismatches between species-specific sensory capacities and human-designed environments may influence behavioural responses, stress, and human–animal interactions.

By synthesising the dispersed evidence and identifying priorities for future research, this review highlights the need for stronger integration between sensory biology and ethology to improve understanding of cattle behaviour and inform the future design of environments to be better aligned with bovine perception.

Colloques – séminaires – formations

31/08/2026 : EFSA exchange with experts on welfare of cats and dogs

Type de document : actualité publiée par l'[EFSA](#)

Auteur : EFSA

Extrait en français (traduction) : Échange de l'EFSA avec des experts sur le bien-être des chats et des chiens

L'EFSA coordonne une table ronde d'experts consacrée au bien-être des chats et des chiens, qui se tiendra lors de la prochaine réunion de la Plateforme européenne sur le bien-être animal organisée par la Commission européenne. Cet événement rassemblera des experts de premier plan et des points de vue variés sur le bien-être des chats et des chiens, et favorisera les discussions sur les risques pour le bien-être liés à certaines pratiques d'élevage extrêmes.

L'événement aura lieu le 16 octobre 2026, de 9 h à 13 h. La participation se fera exclusivement par streaming en ligne.

Pour recevoir des informations actualisées sur l'événement et être averti de l'ouverture des inscriptions, veuillez remplir ce formulaire. L'EFSA pourra également utiliser les coordonnées fournies pour contacter les parties prenantes au sujet d'une éventuelle collaboration future sur ce

thème. De plus amples informations sur l'événement seront publiées en temps voulu sur le site web de l'EFSA.

Cet événement étant organisé par la Commission européenne, toute question d'ordre pratique devra être adressée à la Commission dès l'ouverture des inscriptions.

Extrait en anglais (original) : EFSA is coordinating an expert exchange dedicated to the welfare of cats and dogs, to be held during the next meeting of the European Platform on Animal Welfare organised by the European Commission. The event will bring together leading expertise and perspectives on cat and dog welfare and will support discussion on welfare risks associated with extreme breeding practices.

The event will take place on 16 October 2026, from 09:00 to 13:00. Participation will be available via web streaming only.

To receive event updates and be notified when registration opens, please complete this [form](#). EFSA may also use the contact details provided to reach stakeholders regarding possible further engagement on this topic. Further information about the event will be published on EFSA's website in due course.

As the event is organised by the European Commission, any practical questions should be addressed to the Commission once registration will be opened.

31/07/2026 : Retenez la date : la conférence Bien-être animal de La Coopération Agricole revient au Sommet de l'Élevage

Type de document : article publié par [La Coopération Agricole](#)

Auteur : La Coopération Agricole

Extrait : Au fil des années, cette conférence est devenue un rendez-vous incontournable pour les professionnels des filières animales. Elle rassemble éleveurs, coopératives, experts et partenaires autour des grands enjeux qui façonnent l'avenir de l'élevage.

Une thématique au cœur des préoccupations des filières

Cette année, les échanges porteront sur un sujet plus que jamais d'actualité :

« Stress partagé, performances impactées : quand l'humain et l'animal ne font qu'un. »

Le bien-être des animaux d'élevage est étroitement lié à celui des femmes et des hommes qui les accompagnent au quotidien. Santé mentale, conditions de travail, performances techniques, accompagnement des exploitations... autant de sujets qui seront abordés au travers de retours d'expérience et d'expertises complémentaires.

Cette conférence mettra en lumière le rôle des coopératives agricoles dans l'accompagnement des éleveurs et leur capacité à apporter des réponses concrètes face aux défis humains, techniques et sociétaux.

Rendez-vous au Sommet de l'Élevage

Mercredi 7 octobre 2026 de 14h30 à 16h30 : Salle 3, Centre de conférences, Sommet de l'Élevage, Clermont-Ferrand

À l'issue de la conférence, un temps d'échanges permettra aux participants de poursuivre les discussions avec les intervenants.

Inscrivez-vous dès maintenant

La participation est gratuite, mais l'inscription est obligatoire. Les places étant limitées, nous vous invitons à réserver dès à présent votre participation :

https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSeWZ96Wx07sMVpiVuf3kn8igpwV_Esoz7lXq4MdP7SorpgJlVw/viewform?usp=header

Le programme détaillé ainsi que la liste des intervenants seront dévoilés dans les prochaines semaines.

Nous espérons vous retrouver nombreux le 7 octobre prochain pour ce temps fort d'échanges et de réflexion dédié au bien-être animal.

Éthique – sociologie – philosophie – droit

19/08/2026 : Finnish farmers' perceptions of the roles of farmers, authorities and industry in farm animal welfare and of subsidy development

Type de document : article sociétal publié dans [Frontiers in Animal Science](#)

Auteur : Terhi Simonen-Jokinen

Résumé en français (traduction) : Perceptions des agriculteurs finlandais concernant les rôles respectifs des agriculteurs, des pouvoirs publics et du secteur privé en matière de bien-être des animaux d'élevage, ainsi que l'évolution des subventions

La perception qu'ont les agriculteurs des politiques en matière de bien-être animal constitue un sujet d'actualité dans l'élaboration de la politique agricole. Une analyse thématique de douze entretiens semi-structurés menés auprès d'éleveurs finlandais de bovins et d'ovins a permis d'identifier leur perception des rôles respectifs des agriculteurs, des autorités et des secteurs industriels dans la promotion du bien-être animal.

Les agriculteurs participants considéraient que le rôle des agriculteurs comprenait la responsabilité des conditions d'élevage et de leur propre bien-être.

Les partenaires industriels ont été identifiés comme des acteurs importants en matière de bien-être animal et jouaient un rôle dans la gestion économique des exploitations et les systèmes de qualité.

Le rôle des autorités était perçu comme comprenant l'octroi d'un soutien financier par le biais de subventions et la supervision du respect de la réglementation. Les subventions à l'investissement

étaient considérées comme efficaces pour favoriser le bien-être animal, tandis que les primes de bien-être étaient souvent perçues comme ayant un impact supplémentaire limité.

Les agriculteurs considéraient que la compétence tant des agriculteurs que des autorités était essentielle à la mise en œuvre réussie des réglementations en matière de bien-être animal. Des revenus stables, une réduction de la charge administrative et des règles claires élaborées en collaboration avec les agriculteurs et favorisant l'objectif d'amélioration du bien-être animal ont émergé comme propositions pour le développement des subventions.

Ces résultats soulignent que l'amélioration du bien-être animal nécessite une approche politique dans laquelle la conception des subventions, les pratiques réglementaires et les processus administratifs sont évalués au moyen d'une analyse d'impact sur le bien-être animal et alignés sur les réalités économiques et pratiques des agriculteurs.

Résumé en anglais (original) : Farmers' perceptions of animal welfare policies are topical issues in the development of agricultural policy. Thematic analysis of twelve Finnish cattle and sheep farmers' semi-structured interviews identified their perceptions of the roles of farmers, authorities, and industries in supporting animal welfare.

The participating farmers perceived that the role of farmers' included responsibility for farm conditions and farmers' own welfare.

Industry partners were identified as important actors in animal welfare and played a role in farm business economies and quality systems.

Authorities' roles were perceived to include providing financial support through subsidies and supervising compliance with regulations. Investment subsidies were considered effective in supporting animal welfare, whereas welfare payment was often seen as having limited additional impact.

Farmers perceived the competence of both farmers and authorities as important for the successful implementation of animal welfare regulations. Steady income, reduced administrative burden, and clear rules co-created with farmers that support the goal of improving animal welfare emerged as subsidy development proposals.

The findings highlight that improving animal welfare requires a policy approach in which subsidy design, regulatory practices, and administrative processes are evaluated through animal welfare impact assessment and aligned with farmers' economic and practical realities.

Évaluation du bien-être et étiquetage

25/08/2026 : [Is organic livestock farming more welfare-friendly than its conventional counterpart? - A systematic literature review in terms of animal health, welfare and management](#)

Type de document : synthèse scientifique publiée dans [Organic Agriculture](#)

Auteurs : Wagner, K., March, S., Haager, D., Brinkmann J.

Résumé en français (traduction) :

L'élevage biologique est-il plus respectueux du bien-être animal que l'élevage conventionnel ? – Une revue systématique de la littérature portant sur la santé, le bien-être et la gestion des animaux

L'agriculture biologique est largement considérée comme un système d'élevage respectueux des animaux et favorable à leur bien-être. Cependant, on dispose de très peu d'informations sur la situation concrète permettant de déterminer si l'élevage biologique est plus favorable au bien-être animal que l'élevage conventionnel. C'est pourquoi les auteurs de cet article ont mené une analyse bibliographique systématique exhaustive à l'aide de diverses bases de données.

Quatre-vingt-six études évaluées par des pairs, publiées entre janvier 1990 et juin 2023, ont été prises en compte, représentant 623 paires comparatives. Pour l'ensemble des espèces d'élevage courantes et des types de production en Europe et en Amérique du Nord, les résultats n'ont pas permis de déterminer clairement si l'agriculture biologique avait un effet plus positif sur le bien-être individuel des animaux que l'agriculture conventionnelle. Les études comparatives évaluées se sont principalement concentrées sur des aspects individuels du bien-être animal (par exemple, la santé animale) et concernaient principalement les vaches laitières.

Aucune différence fondamentale n'a été constatée en matière de santé animale, à l'exception de la santé des sabots et des pattes (chez les bovins et les porcs). Cela indique que les facteurs liés à la gestion revêtent une plus grande importance que le système d'élevage lui-même. L'agriculture biologique a présenté des avantages dans 28 % des paires comparatives par rapport à l'agriculture conventionnelle ; dans 56 % des cas, aucune différence claire n'a pu être constatée.

La revue de la littérature a montré que, bien que l'agriculture biologique ait le potentiel d'atteindre de bons niveaux de bien-être animal (par exemple en matière de boiterie), elle peut ne pas être bénéfique si elle s'accompagne d'une gestion sous-optimale (par exemple en ce qui concerne les parasites des pâturages). Afin de garantir le bien-être animal dans le cadre de la certification biologique, il convient de mettre en œuvre un concept d'audit du bien-être animal transparent, standardisé et réalisable, utilisant des indicateurs basés sur les animaux.

Résumé en anglais (original) : Organic farming is widely regarded as an animal-friendly husbandry system that benefits animal welfare. However, very little information is available on the situation in practice that can answer the question as to whether organic livestock farming is more welfare-

friendly than its conventional counterpart. Therefore, the authors of this paper carried out a comprehensive systematic literature analysis using various databases.

Eighty-six peer-reviewed studies published between January 1990 and June 2023 were considered, which included 623 comparative pairs. Across all common livestock species and type of production within Europe and North America, the results provided no clear picture of whether organic farming has a positive effect on the individual welfare outcome than conventional farming. The comparative studies evaluated mostly focused on individual aspects of animal welfare (e.g. animal health) and predominantly on dairy cows.

No fundamental differences were found in animal health except for claw and leg health (in cattle and pigs). This indicates that management factors are of greater importance than the farming system itself. Organic farming showed advantages in 28% of the comparative pairs compared to conventional farming, in 56% no clear differences could be found.

The literature review showed that whilst organic farming has the potential to achieve good standards of animal welfare (e.g. regarding lameness), it may not be beneficial if accompanied by sub-optimal management (e.g. regarding pasture parasites). In order to safeguard animal welfare within the context of organic certification, a transparent, standardised and feasible animal welfare audit concept using animal-based indicators, should be implemented.

17/08/2026 : Rainbow Trout Operational Welfare Indicator (OWI) Protocol: Ongrowing, Seawater (Version 1.0)

Type de document : protocole scientifique publié dans [Centre for Aquaculture Progress](#) (2026)

Auteur : Centre for Aquaculture Progress

Résumé en français (traduction) :

Protocole relatif aux indicateurs opérationnels de bien-être (OWI) chez la truite arc-en-ciel : élevage en eau en mer (version 1.0)

Pour comprendre, suivre et comparer le bien-être des poissons dans les systèmes de production aquacole commerciale, le secteur a besoin de protocoles d'indicateurs opérationnels de bien-être (OWI) qui s'appuient sur l'ensemble de la littérature scientifique disponible, garantissent la transparence dans l'élaboration de leurs indicateurs et fournissent des conseils pratiques sur la manière d'évaluer le bien-être des poissons.

Ce protocole est le premier outil de ce type destiné à évaluer le bien-être de la truite arc-en-ciel d'élevage (*Oncorhynchus mykiss*) dans les systèmes en eau de mer ; il comprend notamment un système de notation fondé sur une analyse exhaustive de la littérature scientifique spécifique à l'espèce et au stade de vie pour chaque indicateur.

Ce protocole s'adresse au personnel des exploitations chargé de la surveillance régulière du bien-être ainsi qu'à d'autres professionnels du secteur, notamment les organismes de certification, les auditeurs et les acheteurs. Il est conçu pour s'aligner sur les exigences de surveillance et d'évaluation du bien-être des principales certifications, telles que RSPCA Assured et l'Aquaculture Stewardship

Council. Ce protocole permet au personnel des exploitations de surveiller systématiquement le bien-être de leurs stocks, d'identifier rapidement les problèmes potentiels et de mettre en œuvre des mesures correctives.

Cette approche proactive aide les producteurs à comprendre la relation entre le bien-être et les performances de production, ce qui se traduit par une réduction des pertes, une meilleure conformité réglementaire, une confiance renforcée des consommateurs et une industrie aquacole plus solide et plus durable.

Champ d'application

Élaboré spécifiquement pour l'élevage de truites arc-en-ciel en eau de mer, ce protocole peut s'appliquer aux juvéniles ou à d'autres systèmes de production moyennant une interprétation rigoureuse. Bien que des recommandations pratiques sur les indicateurs de bien-être (OWI) aient été élaborées pour d'autres espèces, comme le protocole Laksvel pour le saumon de l'Atlantique, et que des documents précieux sur le bien-être de la truite arc-en-ciel aient été publiés par Nofima et APROMAR, les ressources existantes ne proposent pas d'évaluation exhaustive, normalisée et fondée sur des seuils couvrant un large éventail d'indicateurs pour les producteurs de truites arc-en-ciel. Ce protocole comble cette lacune. Ce protocole comprend :

- 33 indicateurs de bien-être des poissons (OWI) répartis en trois catégories :
 - + 14 indicateurs individuels
 - + 5 indicateurs collectifs
 - + 14 indicateurs environnementaux
- Un système de notation pour chaque indicateur, divisé en quatre niveaux allant de 0 à 3
- Des images de référence et des conseils de notation pour une application pratique sur le terrain

Résumé en anglais (original) : To understand, track, and compare fish welfare in commercial aquaculture production systems, the industry requires Operational Welfare Indicator (OWI) protocols that build on the full available scientific literature, provide transparency into the development of their indicators, and feature practical guidance on how to score fish welfare.

This protocol is the first such tool for assessing the welfare of farmed rainbow trout (*Oncorhynchus mykiss*) in seawater systems, including a scoring system based on a comprehensive species- and life-stage-specific literature review for every indicator.

This protocol serves farm personnel conducting routine welfare monitoring and other industry professionals, including certification bodies, auditors, and buyers. It is designed to align with the welfare monitoring and assessment requirements of key certifications, such as RSPCA Assured and Aquaculture Stewardship Council. This protocol enables farm personnel to systematically monitor the welfare of their stock, identify potential issues early, and implement corrective actions. This proactive approach helps producers understand the relationship between welfare and production performance, resulting in reduced losses, improved regulatory compliance, strengthened consumer trust, and a stronger and more sustainable aquaculture industry.

Scope

Developed specifically for ongrowing rainbow trout in seawater, this protocol may be applied to juveniles or other production systems with careful interpretation. While practical guidance on OWIs

has been developed for other species, such as the Laksvel protocol for Atlantic salmon, and valuable documentation on rainbow trout welfare has been published by Nofima and APROMAR, existing resources lack comprehensive, standardized, and threshold-based assessment across a wide range of indicators for rainbow trout producers. This protocol addresses that gap. This protocol includes:

- 33 OWIs across three categories:
 - + 14 individual-based indicators
 - + 5 group-based indicators
 - + 14 environmental indicators
- Scoring system for each indicator, split into four tiers comprising levels 0–3
- Reference images and scoring guidance for practical field application

29/07/2026 : L'Étiquette bien-être animal s'affiche chez Naturalia

Type de document : article publié par [Welfarm](#)

Auteur : Welfarm

Extrait : L'enseigne spécialisée dans la distribution de produits biologiques annonce le déploiement de l'Étiquette Bien-Être Animal sur sa gamme de poulets de chair. Cette initiative fait de Naturalia la première enseigne bio en France à adopter cet étiquetage.

Naturalia, l'enseigne bio du groupe Casino, appose désormais l'Étiquette bien-être animal sur ses viandes de poulet à marque propre. Le distributeur permet ainsi à ses clients de faire des choix éclairés en rayon grâce à une information claire et fiable sur les pratiques d'élevage et le niveau de bien-être animal.

L'Étiquette Bien-Être Animal repose sur une méthodologie scientifique, transparente et robuste permettant d'évaluer le niveau de bien-être sur toute la vie des animaux, de la naissance jusqu'à l'abattage. Cette approche permet d'aller au-delà des cahiers des charges existants, y compris celui de l'Agriculture biologique (AB), en apportant une information dédiée au bien-être animal directement accessible au consommateur dans les rayons.

Qu'apporte l'Étiquette bien-être animal de plus que le label AB ?

Le label AB garantit déjà un certain niveau de respect du bien-être animal dans les pratiques d'élevage, mais l'Étiquette bien-être animal apporte une lecture complémentaire détaillée. Elle permet notamment :

- d'évaluer le niveau de bien-être et de protection des poulets de la naissance jusqu'à l'abattage, avec des critères dédiés aux reproducteurs, au transport et à l'abattage ;
- de réaliser des observations directes sur les poulets en évaluant des indicateurs de résultat (comportement des poulets, propreté et friabilité de la litière, etc.) ;
- d'offrir un repère de comparaison simple entre produits, y compris au sein d'une même catégorie bio.

Pour Sidonie Tagliante, directrice marketing, communication et RSE de Naturalia, « la transparence doit être un standard et non une option. Avec l'Étiquette bien-être animal, nous souhaitons offrir à

nos clients un repère simple, fiable et robuste, qui leur permette de mieux comprendre les conditions d'élevage, de transport et d'abattage, et de faire des choix en cohérence avec leurs attentes en matière de bien-être animal ».

Plus de transparence pour le consommateur

Welfarm est membre de l'Association Étiquette bien-être animal, qui porte cet étiquetage, aux côtés d'autres ONG et de distributeurs, dont Casino, qui détient Naturalia. Nous nous félicitons de l'initiative de Naturalia et espérons qu'elle fera des émules parmi les autres enseignes françaises de distribution de produits biologiques. L'adhésion croissante des acteurs de la distribution à l'Association Étiquette bien-être animal témoigne d'une volonté de structuration progressive du marché autour d'une ambition commune, celle de renforcer la transparence envers le consommateur sur le niveau de bien-être animal en rayon.

16/07/2026 : Bien-être animal et transparence : pour la première fois, les consommateurs peuvent comparer tous les produits en rayon, du niveau A jusqu'au niveau E

Type de document : communiqué de presse de l'[OABA](#)

Auteur : OABA

Extrait : Sept ans après son lancement, [l'Étiquette Bien-Être Animal](#) franchit une nouvelle étape majeure : l'ensemble de son échelle, du niveau A jusqu'au niveau E, est désormais disponible en rayon. Jusqu'à présent, seuls les produits animaux répondant aux niveaux les plus élevés étaient commercialisés avec l'étiquette. Désormais pour les poulets de chair, les consommateurs peuvent également identifier des produits classés E, correspondant aux conditions d'élevage les moins favorables au bien-être des animaux.

Les produits obtenant les meilleures évaluations continuent d'être valorisés tandis que la présence de l'ensemble de l'échelle offre, pour la première fois, une vision complète des pratiques d'élevage, de transport et d'abattage. Cette évolution renforce la vocation première de l'Étiquette Bien-Être Animal : apporter une information transparente, comparable et compréhensible aux consommateurs.

Gestion des populations et BEA

10/08/2026 : Ils sont achetés 100 euros dans les pays de l'est puis revendus plus de 2 000 euros : le trafic de chiens explose en Catalogne

Type de document : article publié dans [l'Indépendant](#)

Auteure : Léna Baurance

Extrait : Les Mossos d'Esquadra alertent sur l'augmentation du trafic de chiens en Catalogne, importés d'Europe de l'Est. Vendus jusqu'à 2 000 euros, ces animaux souffrent souvent de conditions de transport déplorables, entraînant maladies et décès. L'AP-7 est un axe clé de ce commerce lucratif.

Les Mossos d'Esquadra (police catalane) font face à une recrudescence des trafics d'animaux. Selon les autorités, de plus en plus de chiens sont introduits en Catalogne, notamment des races très recherchées comme les chihuahuas, teckels, labradors et golden retrievers. La plupart viennent d'Europe de l'Est, où ils sont achetés à très bas prix avant d'être revendus beaucoup plus cher. Des chiens achetés 100 euros sont revendus jusqu'à 2 000 euros. L'AP-7, qui relie la Catalogne à la frontière française, serait l'un des principaux axes utilisés par ces réseaux. Les trafiquants achètent l'animal environ 100 euros dans les pays de l'Est, le revendent à un intermédiaire autour de 500 euros, puis le vendent des milliers d'euros à son nouveau propriétaire.

Mais derrière ce commerce très rentable se cache un problème plus grave, avec des conditions de transport souvent déplorables et l'absence de contrôles vétérinaires. Certains chiens arrivent malades ou présentent de graves problèmes de santé. Ils décèdent même pendant le transport. Toni Martín, responsable de l'Unité régionale environnementale de Mossos à Gérone, explique que malgré les pertes, le trafic continue car il est très rentable.

Des maladies qui apparaissent après l'achat

Le problème est que certains acheteurs pensent acheter un chien en bonne santé. Pourtant, des maladies peuvent apparaître seulement quelques jours après son arrivée dans son nouveau foyer. Certains animaux décèdent, tandis que d'autres doivent faire face à de graves problèmes de santé. Pour les Mossos, tant que ce commerce restera aussi rentable, les réseaux criminels continueront à faire venir ces chiens dans des conditions dangereuses.

En période de départs en vacances, de nombreuses personnes prennent la décision d'abandonner leur animal de compagnie. En 2025, l'association GRALL estime à environ 60 000 le nombre d'animaux abandonnés en France. Cela représente près d'un animal abandonné toutes les deux minutes entre mai et août. Face à cette situation, il est essentiel de bien se renseigner sur les besoins de son futur compagnon, d'anticiper les frais liés à sa prise en charge et de réfléchir à l'organisation de ses vacances sans jamais envisager l'abandon. En France, abandonner un animal est un délit

passible de 45 000 euros d'amende et de trois ans d'emprisonnement. Adopter en refuge constitue une alternative responsable et solidaire, qui permet d'offrir une seconde chance à un animal dans le besoin.

Initiatives en faveur du bien-être – filières, agences de financement, organismes de recherche, pouvoirs publics

14/08/2026 : In-ovo sexing gains momentum as EU adoption reaches 40%

Type de document : article publié dans [Food & AgriBusiness](#)

Auteure : Sunita van Es-Sahota

Résumé en français (traduction) : L'utilisation de la technologie de détermination du sexe in ovo continue de se développer rapidement dans le secteur des œufs : selon un nouveau rapport sur la pénétration du marché publié par Innovate Animal Ag, environ 40 % du cheptel de poules pondeuses commerciales de l'Union européenne est désormais issu de cette technologie.

Cela représente une augmentation de 6 points de pourcentage par rapport à 2025 et souligne la tendance croissante à l'abandon de l'abattage des poussins mâles d'un jour. Le rapport estime que, depuis 2021, plus de 281 millions d'embryons mâles ont été identifiés et éliminés avant l'éclosion à l'échelle mondiale, tandis qu'environ 740 millions d'œufs à couvrir ont été traités à l'aide de systèmes de sexage in ovo au cours des cinq dernières années. L'Europe reste le premier marché, avec une capacité de production dépassant désormais l'équivalent de 100 millions de poussins femelles par an.

La Suisse et la Norvège sont à la pointe de cette transition

Plusieurs pays sont en passe d'adopter pleinement cette technologie. La Suisse a déjà atteint une pénétration du marché estimée entre 85 et 100 %, tandis que la Norvège a dépassé les 50 % et est en bonne voie pour éliminer complètement l'abattage des poussins mâles d'ici 2027.

De nouveaux marchés émergent

En dehors de l'Europe, l'adoption commence à s'accélérer. Les États-Unis comptent désormais six installations commerciales de sexage in ovo en service, les producteurs d'œufs représentant plus de 4 % du cheptel national de poules pondeuses s'étant engagés à opérer la transition au fur et à mesure du renouvellement des cheptels existants. L'Australie et le Brésil ont également fait leur entrée sur le marché, signe d'un intérêt international croissant pour cette technologie.

Perspectives mondiales

À l'avenir, Innovate Animal Ag prévoit une poursuite de la croissance, portée par l'interdiction prochaine de l'abattage des poussins mâles en Italie et par la demande croissante des détaillants et des consommateurs en faveur de normes de bien-être animal plus élevées. L'organisation prévoit que le sexage in ovo pourrait représenter environ 51 % du cheptel de poules pondeuses commerciales de l'UE d'ici 2028. « Le sexage in ovo est passé d'une innovation de niche à une solution commerciale évolutive », conclut le rapport, en soulignant que l'amélioration de la rentabilité, l'augmentation de la capacité des couvoirs et le soutien réglementaire croissant constituent les principaux moteurs de son adoption.

Résumé en anglais (original) : The use of *in-ovo* sexing technology continues to expand rapidly across the egg industry, with an estimated 40% of the European Union's commercial layer flock now produced using the technology, according to a new market penetration report from Innovate Animal Ag.

This represents a 6 percentage point increase compared with 2025 and underscores the growing shift away from day-old male chick culling.

The report estimates that more than 281 million male embryos have been identified and removed before hatching globally since 2021, while approximately 740 million hatching eggs have been processed through in-ovo sexing systems over the past 5 years. Europe remains the leading market, with production capacity now exceeding the equivalent of 100 million female chicks annually.

Switzerland and Norway are leading the transition

Several countries are approaching full adoption. Switzerland has already reached an estimated 85-100% market penetration, while Norway has surpassed 50% and is on track to phase out male chick culling completely by 2027.

New markets emerging

Outside Europe, adoption is beginning to accelerate. The United States now has 6 commercial in-ovo sexing installations in operation, with egg producers representing more than 4% of the national layer flock committing to transition as existing flocks are replaced.

Australia and Brazil have also entered the market, signalling growing international interest in the technology.

Global outlook

Looking ahead, Innovate Animal Ag expects further growth driven by Italy's upcoming ban on male chick culling and increasing retailer and consumer demand for higher animal welfare standards. The organisation forecasts that in-ovo sexing could account for around 51% of the EU commercial layer flock by 2028.

"In-ovo sexing has moved from a niche innovation to a scalable commercial solution," the report concludes, pointing to improving economics, expanding hatchery capacity and growing regulatory support as key drivers of adoption.

04/08/2026 : Bridging the gap: a comparative analysis of industry approaches and scientific perspectives on broiler health and welfare in Europe

Type de document : synthèse scientifique publiée dans [Frontiers in Animal Science](#)

Auteurs : Vonholdt-Wenker ML, Nofrarías M, Cerdà-Cuellar M, Majó N, de Jong IC and Malchow J

Résumé en français (traduction) : Comblar le fossé : une analyse comparative des approches du secteur et des perspectives scientifiques concernant la santé et le bien-être des poulets de chair en Europe

Dans le secteur européen des poulets de chair, l'acceptabilité sociale de la production est mise à rude épreuve. Les éleveurs doivent donc adopter une série de pratiques innovantes. Le projet de réseau thématique BroilerNet a mis en place un réseau visant à promouvoir l'adoption de bonnes pratiques innovantes et prêtes à l'emploi dans les élevages européens de poulets de chair. Les parties prenantes issues des 13 pays participants ont identifié 16 défis prioritaires pour le secteur en matière de santé et de bien-être animal, et ont proposé 232 bonnes pratiques pour y répondre. Des experts internationaux ont sélectionné cinq bonnes pratiques par défi, qui ont été diffusées en plusieurs langues.

Dans cette étude de cas, nous avons cherché à évaluer si les résultats de BroilerNet concordaient avec les conséquences sur le bien-être et les recommandations de l'avis scientifique récent de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) sur le bien-être des poulets de chair. En 2023, l'EFSA a publié un rapport mettant en évidence, entre autres, 16 conséquences des systèmes de production actuels sur le bien-être des poulets de chair et 76 recommandations pour y remédier. Nous avons examiné les convergences et les divergences entre les résultats de BroilerNet et ceux de l'EFSA.

Cette analyse comparative a révélé que 13 conséquences sur le bien-être (81 %) convergeaient avec au moins un défi prioritaire sectoriel de BroilerNet. Par conséquent, les perspectives de l'industrie et celles de la communauté scientifique semblent largement s'aligner en ce qui concerne les défis liés à la santé et au bien-être des animaux. En outre, 55 recommandations de l'EFSA (71 %) correspondaient à au moins l'une des 78 bonnes pratiques de BroilerNet (soit 33 correspondances directes et 37 indirectes). Néanmoins, 39 % des bonnes pratiques de BroilerNet n'ont pas été prises en compte par l'EFSA.

Dans l'ensemble, plusieurs bonnes pratiques s'alignaient sur les recommandations scientifiques (par exemple, les plateformes surélevées, l'éclosion à la ferme et la formation des éleveurs). Les principales lacunes en matière d'amélioration du bien-être des poulets de chair concernent la réduction des densités d'élevage, la mise à disposition de vérandas couvertes et/ou d'un accès à l'extérieur, ainsi que l'utilisation de lignées à croissance plus lente, comme le recommande l'EFSA mais sans que cela soit identifié comme une bonne pratique dans BroilerNet. Les raisons de cette lacune peuvent inclure la demande du marché et les faibles marges qui semblent laisser peu de place à des investissements plutôt coûteux ou risqués.

Résumé en anglais (original) : For the European broiler sector, the social license to produce is under pressure. Hence, farmers need to adopt a series of innovative practices. The thematic network project BroilerNet created a network to promote the adoption of ready-to-use innovative best practices on European broiler farms. Stakeholders from 13 participating countries identified 16 sector priority challenges for animal health and animal welfare and submitted 232 good practices to address them. International experts selected five best practices per challenge, which were multilingually disseminated.

In this case study, we aimed to assess whether the BroilerNet output aligns with welfare consequences and recommendations of the recent scientific opinion on broiler welfare of the European Food and Safety Authority (EFSA). In 2023, EFSA published a report highlighting, among others, 16 welfare consequences of current production systems for broiler chickens and 76 recommendations to overcome them. We investigated convergence and divergence between the BroilerNet and EFSA results.

This comparative analysis revealed that 13 welfare consequences (81%) converged with at least one BroilerNet priority sector challenge. Therefore, industry and scientific perspectives seem to largely align when it comes to animal health and animal welfare challenges. Furthermore, 55 EFSA recommendations (71%) converged with at least one of the 78 BroilerNet best practices (i.e. 33 direct convergences and 37 indirect convergences). Nevertheless, 39% of the best practices in BroilerNet were not contemplated by EFSA.

Overall, several best practices aligned with scientific recommendations (e.g. elevated platforms, on-farm hatching, and farmer training). The biggest gaps for broiler welfare improvement relate to reducing stocking densities, providing covered verandas and/or outdoor access, and the use of slower growing genetics, as recommended by EFSA but not identified as best practices in BroilerNet. The reasons for the existing gap may include market demand and small margins that seem to leave little room for rather expensive or risky investments.

Invertébrés

07/09/2026 : [Health and welfare monitoring in Whiteleg shrimp \(*Litopenaeus vannamei*\) aquaculture](#)

Type de document : manuel publié par l'[IGB](#) (Leibniz Institute of Freshwater ecology and Inland Fisheries)

Auteurs : Paolo Gamberoni, Matthew James Slater, David Bierbach, Mirko Bögner, Sven Wuertz

Résumé en français (traduction) : Suivi de la santé et du bien-être de la crevette à pattes blanches (*Litopenaeus vannamei*) en aquaculture

Ce manuel de l'IGB offre un aperçu de la situation mondiale actuelle de l'élevage de la crevette à pattes blanches (*Litopenaeus vannamei*). Il se concentre sur le bien-être des crevettes en aquaculture, en mettant l'accent sur les modifications morphologiques observées dans des conditions de stress. Les lésions morphologiques sont illustrées par des figures, accompagnées des procédures d'observation recommandées. Des résultats expérimentaux et des observations en exploitation sont décrits afin d'étayer l'interprétation des indices. Ce manuel de l'IGB s'adresse tout particulièrement aux professionnels, aux entreprises et aux associations du secteur de l'aquaculture afin de promouvoir les aspects liés au bien-être animal dans l'élevage de la crevette. Il peut également servir de référence dans le cadre d'expériences ou d'observations de routine en exploitation, en particulier à petite échelle, où les protocoles opérationnels standardisés sont souvent moins développés. Les experts en crevettes sont invités à faire part de leurs commentaires et suggestions, et à soumettre les formulaires d'indices morphologiques remplis afin d'enrichir l'ensemble de données.

[Lien vers le manuel](#) (pdf en anglais)

Résumé en anglais (original) : This IGB Manual provides an overview of the current global status of Whiteleg shrimp (*Litopenaeus vannamei*) farming. It focuses on shrimp welfare in aquaculture, with emphasis of morphological modifications under stress conditions. Morphological lesions are presented through figures, along with recommended observation procedures. Experimental results and farm observations are described to support the index interpretation. This IGB Manual especially addresses practitioners, companies and associations from the aquaculture sector to foster animal welfare aspects in shrimp farming. It can also serve as a reference resource in experimental settings or routine farm observations, particularly at small-scale, where standardised operational protocols are often less developed. Shrimp experts are invited to provide feedback and suggestions, and to submit filled morphological index forms for expansion of the dataset.

[Link to the manual](#) (pdf)

One Welfare

10/07/2026 : [Cattle welfare, health, and husbandry: the sustainability connection](#)

Type de document : article de perspective publié dans [Animal Frontiers](#)

Auteurs : Tom Warboys, Ruairaidh Petre

Résumé en français : Bien-être, santé et élevage des bovins : lien avec la durabilité

Implications :

- Le bien-être animal est une condition éthique indispensable à une production durable.
- Le bien-être influe sur la santé animale, et inversement.

- La santé animale est l'un des principaux moteurs d'une production plus durable.
- La généralisation des progrès en matière de santé animale, d'élevage et d'améliorations génétiques peut permettre d'augmenter la production tout en réduisant les impacts négatifs.

Résumé en anglais (original) : Implications

- Animal welfare is an ethical condition for sustainable production.
- Welfare impacts animal health and vice versa.
- Animal health is one of the main drivers for more sustainable production.
- Widespread adoption of animal health, husbandry, and genetic improvements can increase production while decreasing negative impacts.

Réglementation

08/09/2026 : [European Institute for Animal Law & Policy's Newsletter – From Cage-Free Reforms for Pigs to EU Enlargement and More](#)

Type de document : Newsletter du [European Institute for Animal Law & Policy](#)

Auteur : European Institute for Animal Law & Policy

Extrait en français (traduction) : Newsletter de l'European Institute for Animal Law & Policy - Des réformes en faveur de l'élevage sans cage pour les porcs à l'élargissement de l'UE et bien plus encore

Ce mois-ci, nous sommes ravis de vous présenter notre nouveau livre blanc, qui plaide en faveur d'un avenir sans cages pour les porcs dans le cadre de la législation européenne et fournit des évaluations détaillées de l'impact sur le bien-être animal et sur le plan économique des réformes proposées. Nous vous présentons également les dernières évolutions en matière de droit des animaux en Europe et à l'échelle internationale, ainsi que nos récentes interventions dans les médias et nos publications, sans oublier les événements à venir et les opportunités dans le domaine du droit et des politiques relatives aux animaux. (...)

Notre dernière publication est un livre blanc plaidant en faveur d'une protection renforcée des porcs dans le cadre de la législation européenne grâce à l'interdiction de l'élevage en cage. Intitulé « Réformer le bien-être des porcs dans l'Union européenne : plaidoyer pour un avenir sans cages », ce document vise à éclairer la réforme en cours de la législation européenne sur le bien-être animal menée par la Commission, en présentant les arguments en faveur d'une interdiction de ces systèmes de confinement. Rédigé par Gabriela Kubíková, Artūrs Kaņepājs, Griffin Carpenter et Marietheres Reinke, ce livre blanc évalue les impacts potentiels, tant sur le bien-être animal que sur le plan économique, de l'interdiction des stalles pour truies et des cages de mise bas dans l'élevage porcin, et formule des recommandations politiques fondées sur ces conclusions. (...)

[Lire le livre blanc](#) (pdf en anglais)

[Lire le résumé](#) (pdf en anglais)

Extrait en anglais (original) : This month, we are excited to present our new White Paper, which advocates for a cage-free future for pigs under EU law and provides detailed animal welfare and economic impact assessments for its proposed reforms. We also bring you recent developments in animal law across Europe and internationally, along with our recent media appearances and publications, and upcoming events and opportunities in the animal law and policy space. (...)

Our latest publication is a White Paper advocating for stronger protections for pigs under EU law through a prohibition on caged farming. “Reforming Pig Welfare in the European Union: The Case for a Cage-Free Future” aims to inform the Commission’s ongoing reform of EU animal welfare legislation by presenting the case for a ban on these confinement systems. Authored by Gabriela Kubíková, Artūrs Kaņepājs, Griffin Carpenter, and Marietheres Reinke, the White Paper assesses the potential animal welfare and economic impacts of prohibiting sow stalls and farrowing crates in pig farming and sets out policy recommendations based on these findings. (...)

[Read the White Paper](#)

[Read the Plain Language Summary](#)

02/09/2026 : Parlement européen : Réponse à la question écrite E-002753/2026 : Concerns regarding the application of Regulation (EU) 2020/1054 to the non-commercial transport of rescued animals

Type de document : Réponse de la [Commission européenne](#) à la question E-003635/2023

Auteurs : question : Sebastian Everding (The Left). Réponse : Mr Tzitzikostas au nom de la Commission européenne

Question en français (traduction) : Préoccupations concernant l'application du règlement (UE) 2020/1054 au transport à but non commercial d'animaux sauvés

En vertu du règlement (UE) 2020/1054, qui modifie le règlement (CE) n° 561/2006 et le règlement (UE) n° 165/2014, à compter du 1er juillet 2026, les véhicules utilitaires légers utilisés pour le transport international, c'est-à-dire ceux dont le poids est compris entre 2,5 et 3,5 tonnes, seront tenus d'installer des tachygraphes intelligents et de respecter les temps de conduite et de repos. Cette catégorie de poids concerne les véhicules utilisés par les associations de protection des animaux pour le transport d'animaux de compagnie destinés à l'adoption. Bien que ces règles visent principalement le transport international de marchandises à des fins commerciales, les associations de protection des animaux avertissent que leur application au transport non commercial de chats et de chiens sauvés en vue d'adoptions transfrontalières entraînerait des coûts disproportionnés et allongerait la durée des trajets, ce qui porterait atteinte au bien-être des animaux pendant le transport et réduirait les possibilités d'adoption.

1. La Commission a-t-elle connaissance des problèmes découlant de l'application du règlement (CE) n° 561/2006 aux organisations à but non lucratif qui transportent des animaux sauvés en vue de leur adoption entre États membres ?
2. La Commission envisagera-t-elle d'introduire une dérogation spécifique ou un cadre juridique adapté pour le transport non commercial d'animaux de compagnie sauvés, en tenant compte des objectifs de bien-être animal pendant le transport, notamment au titre du règlement (CE) n° 1/2005 ?

Réponse en français (traduction) : 1. La Commission a été informée par des organisations à but non lucratif des difficultés découlant de l'application du règlement (CE) n° 561/2006[1] au transport entre États membres d'animaux sauvés en vue de leur adoption.

2. À ce stade, la Commission n'envisage pas d'introduire une dérogation spécifique ni un cadre juridique adapté pour le transport d'animaux de compagnie sauvés. L'extension des règles relatives au tachygraphe et aux temps de conduite et de repos aux véhicules utilitaires légers a été introduite par le règlement (UE) 2020/1054[2] dans le but d'assurer un niveau élevé de protection des conducteurs professionnels, de renforcer la sécurité routière en réduisant les risques liés à la fatigue et de promouvoir une concurrence loyale dans l'ensemble du secteur du transport routier de l'UE. La Commission reconnaît que les nouvelles règles peuvent entraîner d'importants défis opérationnels et financiers pour les acteurs concernés, qui doivent veiller au respect de toutes les obligations légales applicables. Néanmoins, la protection des conditions de travail et du bien-être des conducteurs, ainsi que la sécurité routière, ne peuvent être compromises. En ce qui concerne le règlement (CE) n° 1/2005[3], la Commission a adopté, le 7 décembre 2023, une proposition visant à réviser la législation de l'UE relative au bien-être des animaux pendant le transport[4]. Des travaux sont actuellement en cours au Parlement européen et au Conseil en vue des négociations interinstitutionnelles. La proposition de la Commission comprend plusieurs améliorations des dispositions relatives à la protection des chiens et des chats lors de leur transport dans le cadre d'une activité économique. En outre, l'un des principaux objectifs de cette révision est de réduire la charge administrative et de faciliter l'application des exigences grâce à des outils plus modernes.

Question en anglais (original) : Under Regulation (EU) 2020/1054, which amends Regulation (EC) No 561/2006 and Regulation (EU) No 165/2014, as from 1 July 2026, light commercial vehicles used for international transport, i.e. those weighing between 2.5 and 3.5 tonnes, will be obliged to install intelligent tachographs and comply with driving and rest times.

This weight class involves vehicles used by animal welfare organisations for the transport of adopted pets. While the rules are primarily intended for the international transport of commercial goods, animal welfare organisations warn that applying them to the non-commercial transport of rescued cats and dogs for cross-border adoptions would impose disproportionate costs and longer journey times, undermining animal welfare during transport and reducing adoption opportunities.

1. Is the Commission aware of the problems that result from the application of Regulation (EC) No 561/2006 to non-profit organisations transporting rescued animals for adoption between Member States?

2. Will the Commission consider introducing a specific exemption or an adapted legal framework for the non-commercial transport of rescued companion animals, taking into account the objectives of animal welfare during transport, including under Regulation (EC) No 1/2005?

Réponse en anglais (original) : 1. The Commission has been informed by non-profit organisations of difficulties arising from the application of Regulation (EC) No 561/2006^[1] to the transport of rescued animals for adoption between Member States.

2. At this stage, the Commission is not considering the introduction of any specific exemption or an adapted legal framework for the transport of rescued companion animals.

The extension of the tachograph and driving and rest time rules to light commercial vehicles was introduced by Regulation (EU) 2020/1054^[2] with the aim of ensuring a high level of protection for professional drivers, enhancing road safety by reducing fatigue-related risks, and promoting fair competition across the EU road transport sector.

The Commission recognises that the new rules may give rise to important operational and financial challenges for those concerned in ensuring compliance with all applicable legal obligations. Nevertheless, the protection of drivers' working conditions and well-being, as well as road safety, cannot be compromised.

In respect of Regulation (EC) 1/2005^[3], on 7 December 2023 the Commission adopted a proposal to revise EU legislation on welfare of animals during transport^[4]. Work is currently ongoing in the European Parliament and in the Council ahead of the interinstitutional negotiations.

The Commission proposal includes several improvements of provisions on protection of dogs and cats in transport in the context of an economic activity.

In addition, one of the main goals of the revision is to reduce administrative burden and to facilitate the enforcement of the requirements through more modern tools.

^[1] <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2006/561/oj/eng>.

^[2] <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2020/1054/oj/eng>.

^[3] <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2005/1/oj/eng>.

^[4] COM(2023) 770 final.

02/09/2026 : Révision de la législation européenne sur le transport d'animaux : Annie Genevard est-elle réellement ministre du bien-être animal ?

Type de document : communiqué de presse publié par l'[OABA](#)

Auteur : OABA

Extrait : Sept organisations de protection animale interpellent la ministre de l'Agriculture dans une lettre rendue publique ce jour concernant le transport d'animaux vivants. QUATRE PATTES France, l'OABA, CIWF France, WELFARM, la Fondation Brigitte Bardot, la Fondation 30 Millions d'Amis et la Fondation Droit Animal, Ethique et Sciences demandent à Annie Genevard des explications sur les

positions défendues par la France dans le cadre de la révision du règlement européen sur la protection des animaux en cours de transport. En effet la ministre s'oppose à tout renforcement substantiel des mesures de protection animale dans ce règlement. Sur les points les plus déterminants du texte, la position française semble aujourd'hui se réduire à la défense du statu quo réglementaire sous la pression des représentants des interprofessions, sans même s'assurer de son intérêt économique à long terme.

La France opposée à plusieurs mesures de protection animale

À titre d'exemple, selon les informations que les ONG ont pu obtenir, la France s'opposerait à ce stade à la réduction des temps de transport et à la protection renforcée des animaux vulnérables (comme les veaux non sevrés, les femelles en fin de gestation ou encore les animaux de réforme). L'interdiction des exportations d'animaux vivants vers des pays tiers constituerait elle aussi une ligne rouge de la France, alors même que cette mesure a déjà été adoptée par le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Ces voyages, notamment vers le pourtour méditerranéen, sont pourtant particulièrement éprouvants et peuvent durer plusieurs jours ou semaines dans des conditions désastreuses en termes de bien-être animal.

Le ministère balaie deux ans de dialogue

Pendant plus de deux ans, les ONG ont joué le jeu du dialogue avec les services du ministère et ce, en vain, malgré leurs propositions étayées par les avis de l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (l'EFSA). Aujourd'hui, la France, pays majeur d'exportation et de transit pour ces flux, s'apprête à verrouiller pour des années une réglementation en décalage avec l'état des connaissances scientifiques et les attentes citoyennes en matière de bien-être animal, alors même que des solutions pragmatiques, soutenables pour les entreprises françaises sont possibles.

La ministre appelée à clarifier sa position

Les ONG demandent à la ministre de clarifier la position française et de revoir à la hausse sa prise d'engagements concrets en faveur du bien-être animal alors que les négociations au Conseil entrent dans leur phase finale.

Annie Genevard a reçu les filières à maintes reprises ; il est maintenant temps qu'elle dialogue aussi avec les ONG en sa qualité de ministre chargée du bien-être animal.

[Lettre adressée à Annie Genevard](#) (.pdf)

[Communiqué de presse complet des 7 ONGs](#) (.pdf)

31/08/2026 : EU authorises new animal stunning methods for slaughter

Type de document : actualité publiée par l'[EURCAW Ruminants & Equines](#)

Auteur : Leysi Rubio Arevich

Extrait en français (traduction) : L'UE autorise de nouvelles méthodes d'étourdissement des animaux avant l'abattage

La Commission européenne a autorisé deux nouvelles méthodes d'étourdissement des animaux avant l'abattage. La Commission européenne a modifié l'annexe I du règlement (CE) n° 1099/2009 relatif à la protection des animaux au moment de leur mise à mort, en adoptant le règlement d'exécution (UE) 2026/1734 de la Commission. Ces nouvelles règles autorisent l'utilisation de la méthode d'étourdissement par pistolet à tige captive non pénétrante pour des catégories supplémentaires d'animaux et autorisent l'étourdissement par mousse d'azote à forte expansion, qui utilise une mousse remplie d'azote pour provoquer la perte de conscience. Ces modifications actualisent l'annexe I afin de refléter ces méthodes approuvées et de définir leurs exigences techniques spécifiques ainsi que leurs conditions d'exploitation.

(8) L'étourdissement par pistolet à tige captive non pénétrante figure déjà à l'annexe I du règlement (CE) n° 1099/2009 pour une utilisation chez les ruminants pesant jusqu'à 10 kg, en tant que méthode d'étourdissement simple. Sur la base des éléments fournis dans l'avis concernant les ovins et les caprins, et afin de garantir la sécurité juridique, il convient de modifier l'annexe I du règlement (CE) n° 1099/2009 pour autoriser son utilisation comme méthode d'abattage pour les agneaux et les chevreaux pesant jusqu'à 4,5 kg de poids vif, et de fixer les exigences spécifiques relatives à l'utilisation de cette méthode en ce qui concerne les porcelets, les agneaux et les chevreaux.

Le règlement a été publié au Journal officiel de l'Union européenne le 17 juillet 2026. Consultez le document complet [ici](#).

Extrait en anglais (original) : The European Commission has authorised two new animal stunning methods prior to slaughter. The EC has amended Annex I to Regulation (EC) No 1099/2009 on the protection of animals at the time of killing, adopting Commission Implementing Regulation (EU) 2026/1734.

These new rules permit the use of the non-penetrative captive bolt stunning method for additional animal categories and authorise high-expansion nitrogen foam stunning, which uses nitrogen-filled foam to induce unconsciousness. The amendments update Annex I to reflect these approved methods and outline their specific technical requirements and operational conditions.

(8) Non-penetrative captive bolt is already listed in Annex I to Regulation (EC) No 1099/2009 for use in ruminants up to 10 kg, as simple stunning method. Based on the evidence provided in the Opinion on sheep and goats, and to ensure legal certainty, it is appropriate to amend Annex I to Regulation (EC) No 1099/2009 to allow its use as killing method for lambs and goat kids up to 4,5 kg of live weight and to lay down the specific requirements for the use of that method as regards piglets, lambs and kid goats.

The Regulation was published in the Official Journal of the European Union on 17 July 2026. Read the full document [here](#).

31/08/2026 : Protection animale : le Gouvernement présente un plan d'action

Type de document : communiqué publié par info.gouv.fr

Auteur : le Gouvernement

Extrait : Le 28 juillet 2026, le Premier ministre a présenté un plan d'action en faveur des animaux. Il prévoit l'application de plusieurs mesures issues de la loi de 2021 contre la maltraitance animale, ainsi que de nouvelles actions destinées à renforcer leur protection et leur bien-être.

Un plan pour renforcer la protection animale

Présenté par le Premier ministre dans le cadre d'une démarche interministérielle, ce plan d'action prévoit l'application de plusieurs mesures issues de la [loi du 30 novembre 2021](#) ainsi que de nouvelles actions en faveur du bien-être animal.

Mesures reprises de la loi de 2021

Le Gouvernement a annoncé plusieurs mesures destinées à achever la mise en œuvre de la loi de 2021 :

- la publication du décret fixant les sanctions applicables à la vente de chiens et de chats en animalerie, interdite depuis 2024 ;
- la création d'une liste positive des espèces sauvages pouvant être détenues comme animaux de compagnie, afin d'encadrer la vente et la détention de nouveaux animaux de compagnie (NAC) ;
- le renforcement des contrôles sur les foires et salons dédiés aux chiens et aux chats ainsi que sur les ventes en ligne, afin d'agir contre les trafics et les pratiques frauduleuses ;
- le renforcement de la formation des professionnels du secteur animalier, notamment des éleveurs de chiens et de chats ;
- la mise en place de nouvelles mesures de protection des animaux au cours des épisodes de canicule.

Nouvelles mesures pour le bien-être animal

Pour les animaux de compagnie

Parmi les principales dispositions figurent :

- le renforcement du label « Bien-être des animaux », afin de mieux identifier les élevages et commerces engagés en faveur du bien-être animal ;
- la mise à jour des sites officiels de l'État afin de rassurer les propriétaires sur le caractère autorisé de l'enterrement d'un animal de compagnie chez soi et d'en préciser les conditions.

Un soutien renforcé aux refuges

Une enveloppe de 10 millions d'euros sera consacrée aux refuges et aux structures locales, notamment pour répondre à la [hausse des abandons](#) et soutenir les campagnes de stérilisation.

D'autres mesures en faveur des animaux

Le Gouvernement a également annoncé l'interdiction prochaine de l'importation de trophées de chasse issus d'espèces menacées.

De nouvelles mesures sont par ailleurs annoncées afin de soutenir le développement de méthodes alternatives et de réduire progressivement le recours aux animaux à des fins scientifiques, en particulier aux chiens.

Un renforcement des sanctions contre la maltraitance animale

Les sanctions applicables aux faits de mauvais traitements seront renforcées avec le passage des contraventions de la quatrième à la cinquième classe. À partir de 2027, un module consacré à la maltraitance animale sera également intégré à la formation des magistrats.

Le déploiement de la formation des référents « maltraitance animale » au sein de la police et de la gendarmerie sera également accéléré, dans le prolongement de la convention conclue en 2023 entre les ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur et la [Société protectrice des animaux](#).

Le Gouvernement a enfin annoncé l'étude d'un dispositif permettant aux associations et aux refuges de vérifier qu'une personne souhaitant adopter un animal ne fait pas l'objet d'une interdiction judiciaire d'en détenir un.

21/08/2026 : [Parlement européen : réponse écrite à la question E-002498/2026 : Bien-être animal et importations bovines issues du Mercosur](#)

Type de document : Réponse de la [Commission européenne](#) à la question E-002498/2026

Auteurs : question : Mathilde Androuët (PfE). Réponse : Mr Várhelyi au nom de la Commission européenne

Question en français : Dans sa stratégie «De la ferme à la table», la Commission a reconnu que le bien-être animal constitue un élément essentiel de la durabilité du système alimentaire européen [\[1\]](#). Elle affirme également que l'accord UE-Mercosur respecte les normes européennes en matière de santé animale et qu'il promeut une coopération renforcée sur le bien-être animal [\[2\]](#).

Or, selon des images recueillies entre août 2025 et mars 2026 par l'Animal Welfare Foundation au Brésil, en Argentine et en Uruguay [\[3\]](#), des bovins destinés notamment au marché européen seraient élevés dans des parcs d'engraissement intensif, confinés en plein air et soumis à des régimes alimentaires artificiels, principalement à base de céréales et de soja, afin d'accélérer leur prise de poids avant l'abattage.

Ces pratiques apparaissent en contradiction directe avec les engagements affichés par l'Union européenne.

Dans ces conditions :

1. La Commission a-t-elle vérifié ces informations auprès des autorités brésiliennes, argentine et uruguayennes ?
2. Peut-elle garantir que les viandes bovines importées dans l'Union ne proviennent pas de tels systèmes ?

[\[1\]](#) Communication COM(2020) 381 final du 20 mai 2020, intitulée «Une stratégie “De la ferme à la table” pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement», dans laquelle la Commission s'engage à réviser la législation relative au bien-être animal afin «d'assurer un niveau plus élevé de bien-être animal».

[\[2\]](#) Commission européenne, DG du commerce et de la sécurité économique, «Factsheet: EU-Mercosur partnership agreement – Respecting Europe's health and safety standards» (Fiche

d'information: accord de partenariat UE-Mercosur – Respect des normes européennes en matière de santé et de sécurité), https://policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/mercosur/eu-mercosur-agreement/factsheet-eu-mercosur-partnership-agreement-respecting-europes-health-and-safety-standards_en?prefLang=fr

[3] «Des images de parcs d'engraissement bovin au Brésil, en Argentine et en Uruguay révèlent des souffrances animales, dénonce une ONG», Contexte, 4 mai 2026.

Réponse en français : La Commission reconnaît que le bien-être animal est une composante importante des systèmes alimentaires durables. Elle rappelle également que l'accord intérimaire UE-Mercosur sur le commerce (AIC) n'affaiblit pas les règles de l'UE et préserve le droit de chaque partie de d'adopter des réglementations, y compris dans les domaines liés à la sécurité alimentaire, à la santé animale et au bien-être des animaux. L'AIC, qui est appliqué à titre provisoire entre l'UE et les parties signataires du Mercosur depuis le 1er mai 2026, prévoit également une coopération et un dialogue sur le bien-être animal avec les partenaires du Mercosur.

La législation actuelle de l'UE sur la protection des animaux au moment de l'abattage s'applique aux importations. Toutefois, ce même principe ne s'applique pas actuellement aux règles de l'UE relatives au bien-être des animaux dans les exploitations.

Au cours des deux dernières années, le bien-être des animaux lors de l'abattage a été contrôlé lors d'audits menés au Brésil, en Argentine, en Uruguay et au Paraguay. Bien que tous les rapports d'audit ne soient pas encore publiés, les résultats de ces contrôles étaient satisfaisants.

Comme annoncé dans la stratégie en matière d'élevage [1] du 7 juillet 2026, la Commission entend proposer d'ici fin 2026 une révision ciblée des règles relatives au bien-être animal des poules pondeuses et des poulets de chair, et en 2027, une proposition similaire vise à améliorer le bien-être des porcs. Ces propositions visent à donner suite à l'initiative citoyenne «End the Cage Age» (Pour une nouvelle ère sans cage) et à offrir la possibilité d'introduire des exigences équivalentes en matière de bien-être animal pour les produits importés, en particulier dans ces secteurs.

À ce stade, aucune proposition législative sur le bien-être des bovins de boucherie n'est prévue. Il n'existe pas de législation spécifique de l'UE en matière de bien-être animal applicable aux bovins de boucherie. Seules les règles générales de la directive 98/58/CE [2] s'appliquent, qui n'interdisent pas les enclos de plein air ou les pratiques d'alimentation, à condition que la protection de la santé et des conditions météorologiques soit assurée et que les besoins nutritionnels soient satisfaits.

[1] Communication de la Commission intitulée «Stratégie de l'UE en matière d'élevage», COM (2026) 576 final.

[2] Directive 98/58/CE du Conseil du 20 juillet 1998 concernant la protection des animaux dans les élevages (JO L 221 du 8.8.1998, p. 23).

Question en anglais : In its Farm to Fork Strategy, the Commission recognised that animal welfare is a key aspect of a sustainable EU food system [1]. It also maintains that the EU-Mercosur agreement upholds the EU's standards on animal health and promotes reinforced cooperation on animal welfare [2].

However, images recorded by the Animal Welfare Foundation between August 2025 and March 2026 in Brazil, Argentina and Uruguay [3] show cattle intended for the EU market in particular

being reared in feedlots, confined to open-air pens and subjected to artificial diets based primarily on grains and soybeans to accelerate weight gain before slaughter.

These practices appear to be directly at odds with the commitments made by the European Union.

In light of the above:

1. Has the Commission verified this information with the Brazilian, Argentinian and Uruguayan governments?

2. Can it guarantee that beef imported into the EU is not a product of these practices?

Réponse en anglais : The Commission recognises that animal welfare is an important component of sustainable food systems. It also recalls that the EU - Mercosur Interim Trade Agreement (ITA) does not lower EU rules and preserves each Party's right to regulate, including in areas linked to food safety, animal health and animal welfare.

The ITA, which has been provisionally applied between the EU and the Mercosur Signatory Parties since 1 May 2026, also provides for cooperation and dialogue on animal welfare with Mercosur partners.

Current EU legislation on the protection of animals at the time of slaughter applies to imports. However, the same principle does not currently apply to EU rules on the welfare of animals at farm. Over the last two years, welfare of animals at slaughter has been checked during audits conducted in Brazil, Argentina, Uruguay and Paraguay. Although not all audit reports are published yet, the outcomes of such checks were satisfactory.

As announced in the Livestock Strategy [\[1\]](#) of 7 July 2026, the Commission intends to propose by the end of 2026 a targeted revision of animal welfare rules for laying hens and broilers, and in 2027, a similar proposal aims to address pig welfare.

These proposals aim to follow-up on the Citizens' Initiative 'End the cage age' and also aim to provide an opportunity to introduce equivalent animal welfare requirements for imported products specifically in those sectors.

At this stage, no legislative proposal on the welfare of beef cattle is planned. There is no specific EU animal welfare legislation applicable to beef cattle.

Only the general rules of Directive 98/58/EC apply [\[2\]](#), which do not prohibit open-air pens or feeding practices provided health and weather protection are ensured, and nutritional needs are satisfied.

[21/08/2026 : Parlement européen : réponse écrite à la question E-002447/2026 : Compensation for additional costs resulting from new animal transport rules](#)

Type de document : Réponse de la [Commission européenne](#) à la question E-003635/2023

Auteurs : question : Daniel Buda (PPE). Réponse : Mr Várhelyi au nom de la Commission européenne

Question en français (traduction) : Indemnisation des coûts supplémentaires résultant des nouvelles règles relatives au transport des animaux

La modernisation des règles européennes relatives au bien-être des animaux pendant le transport poursuit un objectif légitime, mais l'introduction de nouvelles exigences implique des adaptations logistiques, technologiques et opérationnelles importantes pour les éleveurs et les transporteurs. Sans un soutien adéquat, ces coûts supplémentaires pourraient affecter en particulier les opérateurs scrupuleux et creuser les écarts entre les États membres en termes de capacité de mise en œuvre. Pour que les normes élevées en matière de bien-être soient respectées dans la pratique, elles doivent s'accompagner d'instruments rendant la transition économiquement viable. Sinon, le risque existe que la pression financière soit répercutée sur des producteurs déjà vulnérables, notamment dans les zones périphériques ou dans les régions où les distances logistiques sont plus importantes. Une bonne réglementation doit également être applicable, et pas seulement ambitieuse. La Commission a-t-elle l'intention de mettre en place un mécanisme européen de soutien financier pour aider le secteur à s'adapter aux nouvelles règles relatives au transport des animaux, afin que les coûts de mise en conformité n'affectent pas de manière disproportionnée les agriculteurs et les opérateurs des régions défavorisées sur le plan logistique ?

Réponse en français (traduction) : Comme indiqué dans la réponse de la Commission à la question parlementaire E-004663/2025 [1], l'analyse d'impact [2] accompagnant la proposition relative à la protection des animaux lors du transport [3] établit une distinction entre les coûts supportés par les éleveurs et ceux supportés par les transporteurs et d'autres secteurs.

Les coûts spécifiques liés à l'amélioration des véhicules, à l'espace alloué aux animaux et à la planification logistique en fonction des conditions météorologiques sont principalement supportés par les transporteurs. Afin d'atténuer ces incidences, la proposition prévoit des périodes de transition.

Étant donné que les principales incidences économiques identifiées concernent les exigences en matière d'espace alloué, la Commission se réjouit de discuter avec les colégislateurs, dans le cadre des négociations interinstitutionnelles sur la proposition, de la manière dont les règles définitives pourront concilier au mieux les améliorations en matière de bien-être animal et leurs incidences économiques.

Il existe divers fonds de l'UE pertinents en la matière, notamment la politique agricole commune pour les agriculteurs.

Néanmoins, les instruments de financement et de soutien existants de l'UE peuvent soutenir les investissements lorsque cela s'avère pertinent. En particulier, un soutien aux agriculteurs peut être accordé au titre de la politique agricole commune, pour des investissements dans les infrastructures et les équipements facilitant le respect des exigences de la proposition. En outre, dans le cadre de la stratégie de l'UE pour l'élevage [4] récemment publiée, la Commission étudiera la possibilité de mettre en place un instrument financier dédié au secteur de l'élevage, y compris pour les mesures relatives au bien-être animal.

Question en anglais (original) : The modernisation of the European rules on animal welfare during transport pursues a legitimate aim, but the introduction of new requirements entails significant logistical, technological and operational adjustments for farmers and transporters. Without

adequate support, these additional costs could affect scrupulous operators in particular and widen the gaps between Member States in terms of their implementation capacity.

In order for the high welfare standards to be complied with in practice, they must be accompanied by instruments that make the transition economically viable. Otherwise, there is a danger that the financial pressure will be shifted onto producers who are already vulnerable, particularly in outlying areas or in regions where logistical distances are greater. Good regulation must also be enforceable, not just ambitious.

Does the Commission intend to provide for a European financial support mechanism to help the sector adapt to the new animal transport rules so that the compliance costs do not disproportionately affect farmers and operators in logistically disadvantaged regions?

Réponse en anglais (original) : As indicated in Commission's answer to the Parliamentary Question E-004663/2025 [\[1\]](#), the impact assessment [\[2\]](#) accompanying the proposal on the protection of animals at the time of transport [\[3\]](#) distinguishes between costs borne by farmers and those borne by transporters and other sectors.

Specific costs for vehicle improvements, space allowance and weather-dependent logistical planning, are primarily borne by transporters. To mitigate the impacts, the proposal includes transition periods.

As the most important economic impacts identified relate to space allowance requirements, the Commission looks forward to discussing with the co-legislators in the context of the interinstitutional negotiations of the proposal how the final rules can best balance animal welfare improvements with their economic impacts.

There are various EU funds that are relevant, which include, among others, the Common Agricultural Policy for farmers.

Nevertheless, existing EU funding and financing instruments may support investments where relevant. In particular, support for farmers can be provided under the common agricultural policy, for investments in infrastructure and equipment facilitating compliance with the proposal's requirements.

Furthermore, in the framework of the recently published EU Livestock Strategy [\[4\]](#), the Commission will explore the possibility of a potential dedicated financial instrument for the livestock sector including for animal welfare measures.

[\[1\]](#) https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-10-2025-004663-ASW_EN.html.

[\[2\]](#) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52023SC0401>.

[\[3\]](#) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/HIS/?uri=CELEX%3A52023PC0770>.

[\[4\]](#) COM/2026/576 final.

21/08/2026 : Parlement européen : réponse écrite à la question E-002317/2026 : Révision du règlement (CE) n 1099/2009 et suppression progressive de l'étourdissement des porcs au CO₂

Type de document : Réponse de la [Commission européenne](#) à la question E-002317/2026

Auteurs : question : Tilly Metz (Verts/ALE), Petras Auštrevičius (Renew), David Cormand (Verts/ALE), Anja Hazekamp (The Left), Manuela Ripa (PPE), Krzysztof Śmiszek (S&D), Sebastian Everding (The Left), Sigrid Friis (Renew), Ville Niinistö (Verts/ALE), Marianne Vind (S&D), Niels Fuglsang (S&D), Emma Fourreau (The Left), Sirpa Pietikäinen (PPE). Réponse : Mr Várhelyi au nom de la Commission européenne

Question en français : Chaque année, dans l'Union, plus de 150 millions de porcs sont étourdis au CO₂ avant leur abattage. La méthode provoque douleur, peur, répulsion et une grave détresse respiratoire avant la perte de conscience. Dans ses avis de 2004 et de 2020, l'Autorité européenne de sécurité des aliments a qualifié l'étourdissement au CO₂ de grave préoccupation en matière de bien-être animal, concluant que la souffrance est inhérente et ne peut être atténuée par des améliorations techniques. La Commission a reconnu, notamment dans ses réponses aux questions écrites E-003066/2025 [\[1\]](#) et E-000625/2026 [\[2\]](#), que le projet PigStun avait identifié des solutions de remplacement viables et déjà autorisées, figurant à l'annexe I du règlement (CE) n 1099/2009 [\[3\]](#). Aucun calendrier n'a été communiqué concernant la révision ou la suppression progressive de l'étourdissement au CO₂. L'idée selon laquelle le secteur opterait pour une transition volontaire n'est étayée par aucune donnée concrète, notamment au vu des conclusions du projet PigStun selon lesquelles il est peu probable que les abattoirs abandonnent les systèmes en place en raison de préoccupations liées aux coûts, à la fiabilité et à la compétitivité. Compte tenu des souffrances, des alternatives disponibles et des engagements pris par la Commission dans le cadre de la stratégie «De la ferme à la table» visant à réviser la législation en matière de bien-être animal, ce retard persistant soulève de sérieuses questions quant à la compatibilité avec l'article 13 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. La révision devrait inclure des règles contraignantes et assorties de délais visant à supprimer progressivement l'étourdissement des porcs au CO₂.

Compte tenu de ce qui précède :

1. Quand la Commission présentera-t-elle la révision du règlement (CE) n°1099/2009 ?
2. Si aucune révision n'est prévue, quelles en sont les raisons ?

Réponse en français : Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire écrite E-000625/2026 [\[1\]](#), les solutions de substitution évaluées dans le cadre du projet PigStun [\[2\]](#), ainsi que les méthodes incluant des concentrations de CO₂ plus faibles, figurent déjà sur la liste positive de l'annexe I du règlement (CE) n° 1099/2009 [\[3\]](#) et leur utilisation est autorisée dans l'Union sans qu'il soit nécessaire de modifier la réglementation.

Comme annoncé dans la communication de 2025 intitulée «Une vision pour l'agriculture et l'alimentation» [\[4\]](#), la Commission travaille actuellement à la révision de la législation sur le bien-être

animal. La Commission se concentre sur les domaines qui ont le plus besoin d'être modernisés et qui, à ce stade, n'incluent pas le règlement (CE) n° 1099/2009.

Question en anglais : Revision of Regulation (EC) No 1099/2009 and phase-out of CO₂ stunning of pigs

Each year, over 150 million pigs in the EU are stunned with CO₂ before slaughter. The method causes pain, fear, aversion and severe respiratory distress before loss of consciousness. In opinions from 2004 and 2020, the European Food Safety Authority identified CO₂ stunning as a serious animal welfare concern, concluding that the suffering is inherent and cannot be mitigated by technical improvements. The Commission has acknowledged, including in replies to Written Questions E-003066/2025[1] and E-000625/2026[2], that the PigStun project had identified feasible, already authorised alternatives in Annex I to Regulation (EC) No 1099/2009 [3].

No timeline has been provided for revising or phasing out CO₂ stunning. The expectation that the sector will voluntarily transition is not supported by evidence, including PigStun's finding that slaughterhouses are unlikely to abandon established systems because of cost, reliability and competitiveness concerns. Given the suffering, the available alternatives and the Commission's commitments under the farm to fork strategy to revise animal welfare legislation, the continued delay raises serious questions regarding compatibility with Article 13 of the Treaty on the Functioning of the European Union. The revision should include binding, time-bound rules to phase out CO₂ stunning of pigs.

Given the above:

1. When will the Commission present the revision of Regulation (EC) No 1099/2009?
2. If no revision is planned, what are the reasons for this?

[1] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-10-2025-003066_EN.html.

[2] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-10-2026-000625_EN.html.

[3] Council Regulation (EC) No 1099/2009 of 24 September 2009 on the protection of animals at the time of killing (OJ L 303, 18.11.2009, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2009/1099/oj>).

Réponse en anglais : As mentioned in the reply to the written parliamentary Question E-000625/2026[1], alternatives evaluated within the PigStun project[2], as well as methods including lower CO₂ concentrations, are already included in the positive list in Annex I of Regulation (EC) No 1099/2009[3] and are authorised for use in the EU without requiring regulatory changes.

As announced in the 2025 Communication on A Vision for Agriculture and Food [4], the Commission is working on the revision of the animal welfare legislation. The Commission is focusing on the areas that are most in need of modernisation, which at this stage, do not include Regulation (EC) No 1099/2009.

[1] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-10-2026-000625-ASW_EN.html.

[2] <https://eurcaw-pigs.eu/dossier/pigstun>.

[3] ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2009/1099/oj>.

[4] COM/2025/75 final.

14/07/2026 : Assemblée nationale : réponse écrite à la question n°13575 : Fermeture des abattoirs de proximité

Type de document : réponse à la question n° 13575 publiée au [Journal Officiel de la République française](#)

Auteurs : Question : Damien Girard (Morbihan (5^e circonscription) – Écologiste et Social). Réponse : Ministère de l’agriculture, l’agro-alimentaire et la souveraineté alimentaire

Question : M. Damien Girard alerte Mme la ministre de l’agriculture, de l’agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire sur le risque de fermeture du dernier abattoir de proximité du Morbihan. Le nombre d’abattoirs en France a fortement diminué au cours des dernières décennies, passant d’environ 400 en 2003 à près de 220 aujourd’hui. Près de 30 % de ces abattoirs sont publics et assurent un service d’abattage indispensable, notamment pour les paysannes et paysans engagés dans les circuits courts. Ces structures font face à des difficultés de rentabilité croissantes. Si les fermetures concernent aussi bien les abattoirs publics que privés, les volumes ont tendance à se concentrer sur un nombre restreint de grands abattoirs privés. Il s’opère ainsi une concentration économique et géographique de ce maillon essentiel de la filière au profit de grands groupes industriels. De nombreux abattoirs de proximité souffrent de la concurrence d’outils d’abattage beaucoup plus importants, traitant des volumes bien supérieurs. Depuis deux ans, le rythme de fermeture de ces abattoirs de proximité s’est accéléré, avec au moins une fermeture par mois.

La disparition d’un abattoir de proximité a des conséquences directes pour les éleveurs et les éleveuses. Certains services deviennent inaccessibles, comme l’abattage d’urgence d’animaux accidentés, et les distances de transport s’allongent considérablement. Les éleveurs et éleveuses doivent parcourir des dizaines de kilomètres supplémentaires pour l’abattage puis pour la récupération des carcasses, ce qui alourdit fortement leur charge de travail et leurs coûts, dans un contexte où les conditions de travail sont déjà éreintantes et les trésoreries fragilisées. Faute d’abattoir de proximité, certains élevages sont ainsi contraints de cesser leur activité.

Les abattoirs de proximité constituent pourtant un maillon essentiel de la filière alimentaire. Ils permettent de limiter les charges de travail, de valoriser l’élevage paysan, de soutenir les circuits courts et la vente directe, garants d’une meilleure rémunération des éleveurs. Ils permettent également aux paysannes et paysans de conserver un regard sur les conditions d’abattage de leurs animaux. Leur disparition entraîne une perte de valorisation des élevages locaux et un basculement vers des circuits de distribution longs qui ne bénéficient pas aux territoires.

En 2023, le ministère de l’agriculture avait engagé un travail de diagnostic pour construire une « stratégie abattoirs », destinée à répondre à la crise du secteur. Cette démarche n’a toutefois débouché sur aucune action concrète et semble avoir été abandonnée. Dans le Morbihan, l’abattoir de Vannes, dernier abattoir multi-espèces du département, pourrait fermer prochainement. Les éleveurs et éleveuses risquent de se retrouver dans l’impossibilité de faire abattre leurs animaux et, par conséquent, de poursuivre leur activité. C’est ainsi l’ensemble de l’élevage du territoire qui se trouve menacé.

Face à cette situation, des éleveurs et éleveuses se sont organisés pour créer une société coopérative d'intérêt collectif, la SCIC abattoir des éleveurs du Morbihan (SCIC ADEM), avec pour objectif de maintenir un abattoir de proximité pérenne. Le préfet du Morbihan s'était opposé à la création d'un nouvel abattoir, par crainte de concurrencer l'abattoir privé existant de Vannes. Il avait alors été convenu que cet abattoir puisse être repris par la SCIC ADEM, projet soutenu financièrement par la collectivité Golfe du Morbihan – Vannes agglomération. Des études portant sur le bâti, le foncier et les équipements ont été menées en 2024.

Toutefois, en septembre 2025, les propriétaires de l'abattoir de Vannes ont indiqué ne pas souhaiter céder l'abattoir au prix proposé et ont annoncé sa fermeture, malgré les efforts de dialogue engagés par la préfecture, la collectivité et la SCIC. Il lui demande donc quelles sont les actions qu'elle entend mettre en œuvre pour sauver le dernier abattoir du Morbihan et, plus largement, pour soutenir et pérenniser les abattoirs de proximité sur l'ensemble du territoire.

Réponse : La décapitalisation du cheptel français, particulièrement du cheptel bovin, a lourdement impacté l'activité des établissements d'abattage ces dernières années, qui doivent pour certains faire face à un défi de modernisation pour répondre aux normes de bien-être animal et environnementales. En parallèle, l'activité des abattoirs fluctue notablement en fonction des périodes de l'année (fêtes religieuses, saisons, descente des alpages), nécessitant une flexibilité économique et technique des outils. Ces éléments mettent en lumière les défis liés à la rationalisation et à l'efficacité logistique dans le secteur de l'abattage en France, nécessitant des ajustements pour optimiser les chaînes de valeur tout en garantissant le bien-être animal et la viabilité économique des filières d'élevage.

L'enjeu est également de préserver cette capacité de production et de transformation en France, en cohérence avec les évolutions de la consommation et l'objectif de reconquête de la souveraineté alimentaire. La stratégie « abattoirs animaux de boucherie », lancée le 6 juillet 2023 par le ministère chargé de l'agriculture, s'inscrit dans la continuité du plan abattoirs lancé en 2021, et notamment de la mesure abattoirs du plan de Relance.

Cette stratégie vise à préserver un réseau d'établissements d'abattage répondant aux besoins des filières d'élevage, selon une approche territorialisée. Cette stratégie, déclinée en quatre axes, constitue l'un des volets du plan gouvernemental de reconquête de la souveraineté sur l'élevage. En parallèle, une mission a également été attribuée au conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux afin d'évaluer les conséquences de l'émergence d'abattoirs gérés par les éleveurs.

10/07/2026: Memorandum for animal welfare to the Irish presidency 2026

Type de document : prise de position d'[Eurogroup for Animals](#)

Auteur : Eurogroup for Animals

Extrait en français (traduction) : Note d'information sur le bien-être animal à l'attention de la Présidence irlandaise de 2026

La présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne (du 1er juillet au 31 décembre 2026) offre une occasion importante de faire avancer un programme européen ambitieux et crédible en matière de bien-être animal. L'Irlande a intégré une approche « One Health, One Welfare » (Une seule santé, un seul bien-être) dans tous les domaines politiques clés, reconnaissant ainsi les liens entre le bien-être humain, le bien-être animal et la durabilité environnementale. Le programme officiel de la présidence irlandaise identifie également le bien-être animal comme un élément central des discussions sur l'avenir du secteur de l'élevage, en soulignant que les politiques doivent s'appuyer sur des données scientifiques et techniques. Cela offre une occasion importante de faire avancer des réformes en matière de bien-être animal fondées sur des preuves, notamment la mise en œuvre de recommandations scientifiques, l'amélioration des normes relatives au transport des animaux et le soutien à des systèmes d'élevage garantissant un meilleur bien-être animal grâce à des politiques et des mécanismes d'investissement européens appropriés. Dans le même temps, cela place l'Irlande en position de force pour mener un programme de réformes pragmatique mais ambitieux au niveau de l'UE.

En tant qu'État membre majeur dans la production animale, l'Irlande a toujours mis l'accent sur la sécurité alimentaire, la viabilité des agriculteurs, la compétitivité et la résilience du secteur de l'élevage. Le pays est bien placé pour démontrer que des réformes ambitieuses en matière de bien-être animal peuvent coexister avec des systèmes agricoles résilients et compétitifs. [...]

Eurogroup for Animals appelle l'Irlande à se concentrer sur les questions énumérées dans le présent mémorandum au cours de sa présidence :

1. Garantir une base législative solide pour la révision des règles de l'UE relatives au bien-être des animaux à la ferme
2. Financer la transition : aligner le bien-être animal sur la PAC et le CFP
3. Faire avancer la révision du règlement sur le transport des animaux vivants
4. Intégrer le bien-être animal dans les enjeux de sécurité alimentaire et de compétitivité
5. Garantir la cohérence des règles de bien-être applicables aux chiens et aux chats
6. Identification et traçabilité des équidés
7. Promouvoir l'innovation sans recours aux animaux et garantir la cohérence des politiques
8. Soutenir les discussions sur l'interdiction de l'élevage d'animaux à des fins de production de fourrure
9. Garantir la cohérence des politiques et la viabilité à long terme des investissements liés à la mise en œuvre du bien-être animal en Ukraine
10. Progresser vers l'établissement d'une liste positive de l'UE pour les animaux de compagnie.

Extrait en anglais (original) : Ireland's Presidency of the Council of the European Union (1 July – 31 December 2026) presents an important opportunity to advance an ambitious and credible EU animal welfare agenda. Ireland has embedded a One Health, One Welfare approach across key policy areas, recognising the links between human wellbeing, animal welfare and environmental sustainability. The official Irish Presidency Programme also identifies animal welfare as a central consideration in discussions on the future of the livestock sector, emphasising that policy should be grounded in

scientific and technical evidence. This creates an important opportunity to advance evidence-based animal welfare reforms, including the implementation of scientific recommendations, improved animal transport standards, and support for higher welfare animal farming systems through appropriate EU policy and investment mechanisms. At the same time, placing Ireland in a strong position to lead a pragmatic but ambitious reform agenda at EU level.

As a major livestock-producing Member State, Ireland has consistently emphasised food security, farmer viability, competitiveness and livestock sector resilience. The country is well placed to demonstrate that ambitious welfare reforms can coexist with resilient and competitive farming systems. [...]

Eurogroup for Animals calls on Ireland to focus on the issues listed in this memorandum during its Presidency:

1. Ensuring a strong legislative basis for the EU On-Farm animal welfare revision
2. Financing the transition: aligning animal welfare with CAP and the MFF
3. Advancing the revision of the live transport regulation
4. Positioning animal welfare within food security and competitiveness
5. Ensuring consistency of welfare rules for dogs and cats
6. Equine identification and traceability
7. Championing animal-free innovation and ensuring policy coherence
8. Supporting discussions on the fur farming ban
9. Ensure policy coherence and long-term investment viability of animal welfare implementation in Ukraine
10. Progressing towards an EU Positive List for pets

12/06/2026 : France CT-2025-0121 - Food Audits and Analysis : Final report of an audit of France carried out from 13 to 21 november 2025 in order to evaluate animal welfare controls during transport by livestock vessel to non-EU countries

Type de document : rapport d'audit publié par la [Commission européenne](#)

Auteur : la Commission européenne

Résumé en français (traduction) : Rapport final d'un audit mené en France du 13 au 21 novembre 2025 afin d'évaluer les contrôles relatifs au bien-être animal lors du transport par navire de transport de bétail vers des pays tiers

Le présent rapport décrit les résultats d'un audit de la France, réalisé à distance le 13 novembre et sur place du 19 au 21 novembre 2025 dans le cadre du programme de travail de la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire. L'objectif de cet audit était d'évaluer l'adéquation et l'efficacité des mesures en place visant à prévenir les blessures ou les souffrances inutiles infligées

aux animaux (bovins, ovins et caprins) lors de leur transport par navire de transport de bétail vers des pays tiers.

La France avait fait l'objet d'un audit similaire en 2020, qui avait conclu que les contrôles relatifs aux agréments des navires et aux opérations préalables au chargement étaient insuffisants pour minimiser les risques en matière de bien-être animal. Le rapport comprenait cinq recommandations qui ont été acceptées par les autorités françaises. Par conséquent, cet audit s'est principalement concentré sur le suivi de ces recommandations et sur la mise en œuvre par la France des nouvelles exigences légales prévues par le règlement d'exécution (UE) 2023/372 de la Commission et le règlement délégué (UE) 2023/842 de la Commission.

L'audit a permis de constater que les autorités françaises effectuent efficacement les contrôles au port afin de minimiser le risque de blessures ou de souffrances inutiles pour les animaux pendant leur transport par navire de transport de bétail vers des pays tiers. Toutefois, ces contrôles sont effectués d'une manière qui s'écarte des exigences légales de l'UE. En particulier, l'équipe d'inspecteurs chargée des inspections d'agrément et de pré-chargeement n'inclut pas le vétérinaire officiel et l'expert maritime requis. De plus, aucune disposition ne prévoit qu'un vétérinaire officiel effectue des contrôles officiels à bord du navire lors du premier voyage suivant l'agrément. En 2025, tous les voyages au départ de la France ont bénéficié de la présence d'un éleveur chargé de surveiller le bien-être des animaux à bord. Ces observateurs communiquent leurs conclusions relatives au voyage aux exportateurs et aux importateurs. Ce dispositif est considéré comme une bonne pratique. Le rapport contient trois recommandations adressées aux autorités compétentes afin de remédier aux lacunes identifiées.

[Lien vers le rapport](#) (.pdf en anglais)

Résumé en anglais (original) : This report describes the outcome of an audit of France, carried out remotely on 13 November and on the spot from 19 to 21 November 2025 as part of the Directorate-General for Health and Food Safety work programme. The objective of the audit was to evaluate the suitability and effectiveness of the measures in place to prevent injury or undue suffering to animals (cattle, sheep and goats) during transport by livestock vessel to non-EU countries. France had a similar audit in 2020, which found that the controls on approvals for vessels and pre-loading were inadequate to minimise the animal welfare risks. The report included five recommendations which were accepted by the French authorities. Therefore, this audit focused mainly on the follow-up of those recommendations and France's implementation of new legal requirements laid down in Commission Implementing Regulation (EU) 2023/372 and Commission Delegated Regulation (EU) 2023/842.

The audit found that the French authorities carry out the controls at port effectively to minimise the risk of injury or undue suffering to animals during transport by livestock vessel to non-EU countries. However, the controls are done in a manner deviating from EU legal requirements. In particular, the team of inspectors carrying out approval and pre-loading inspections does not include the required official veterinarian and maritime expert. In addition, there is no provision for an official veterinarian to carry out official controls on board the vessel during the first voyage following approval. In 2025 all voyages from France included the presence of a stockman to monitor the welfare of the animals on board. These observers report their findings from the voyage to exporters and importers. This

scheme is considered good practice. The report contains three recommendations to the competent authorities to address the shortcomings identified.

[Link to the report](#) (.pdf)

Santé animale

19/08/2026 : Motivational factors and financial incentives to mitigate tail biting in pig production in Finland

Type de document : article scientifique publié dans [Frontiers in Veterinary Science](#)

Auteurs : Väre M, Koskikallio H, Heinonen M, Tuominen-Brinkas M, Munsterhjelm C, Valros A and Niemi JK

Résumé en français (traduction) : Facteurs de motivation et mesures incitatives financières visant à réduire le phénomène de morsure de queue dans l'élevage porcin en Finlande

Les morsures de queue affectent la santé et le bien-être des porcs, la qualité des carcasses ainsi que la rentabilité de la production, tant dans les élevages de porcelets sevrés que dans ceux de porcs d'engraissement. Il existe des critères de qualité spécifiques pour les porcelets sevrés, et les dommages causés à la queue peuvent entraîner une déduction sur le prix d'achat des porcelets sevrés ainsi que le rejet des carcasses à l'abattoir. Bien que cette question soit importante, la recherche s'est peu intéressée à la caudophagie dans la production de porcelets sevrés. L'objectif de cette étude était d'examiner l'impact de divers facteurs de motivation et incitations économiques sur la gestion de la caudophagie dans les élevages porcins finlandais, et d'évaluer les coûts liés aux morsures de queue dans la production de porcelets sevrés. Les données ont été recueillies lors d'entretiens menés entre 2021 et 2022 auprès de représentants de 15 élevages produisant des porcs d'engraissement et de 10 élevages produisant des porcelets sevrés. Les entretiens ont porté sur les facteurs de risque liés aux morsures de queue et sur les facteurs qui motivaient le plus les éleveurs à réduire ce phénomène. De plus, à l'aide d'un modèle de calcul, l'impact économique de la caudophagie dans les nurseries a été évalué. Les éleveurs interrogés se sont montrés très ou assez motivés à lutter contre la caudophagie lorsqu'ils l'observaient dans leur propre exploitation. La moitié des représentants d'élevages produisant des porcelets sevrés ont jugé que les mesures de gestion étaient fastidieuses à mettre en œuvre. Les incitations économiques qui ont le plus motivé les éleveurs de porcelets sevrés à lutter contre la caudophagie étaient le meilleur prix obtenu pour les porcs à queue intacte (queues non coupées et sans lésions) et le soutien financier accordé aux mesures de gestion de la caudophagie. Les élevages d'engraissement étaient quant à eux principalement motivés par la réduction des rejets de carcasses et l'augmentation du prix de la viande. Les résultats suggèrent que le désir de produire des porcs en bonne santé et en bien-être a également motivé les éleveurs finlandais. Selon le modèle de calcul et un scénario hypothétique, la

caudophagie dans la production de porcelets sevrés peut entraîner une perte pouvant atteindre environ 32 euros par porc victime de morsure en Finlande, en tenant compte des effets possibles lors de la phase d'engraissement, d'une croissance réduite, du traitement du porc présentant des lésions à la queue, ainsi que de diverses pertes de revenus et de coûts supplémentaires.

Résumé en anglais (original) : Tail biting affects the health and welfare of pigs, the quality of pig carcasses, and the profitability of production in both weaner and finishing pig production. There are specific quality criteria for weaned pigs, and tail damage can lead to a deduction in the purchase price of the weaner pigs as well as carcass rejections at the slaughterhouse. Although the issue is important, research has paid little attention to tail biting in weaner pig production. The aim of this study was to investigate the impact of various motivational factors and economic incentives on the managing of tail biting in Finnish pig farms and to assess the costs of tail biting occurring in weaner pig production. The data were collected by interviewing representatives of 15 farms producing finishing pigs and 10 farms producing weaner pigs during 2021-2022. The interviews covered risk factors for tail biting and the factors that most motivated producers to reduce tail biting. Additionally, by using a calculation model, the economic significance of tail biting in nurseries was assessed. The interviewed farmers were very or fairly motivated to address tail biting when they observed it in their own farms. Half of the representatives from farms producing weaner pigs found the managing measures laborious to implement. The economic incentives that motivated farmers producing weaner pigs most to address tail biting were the better price obtained for intact-tailed (undocked tails with no tail lesions) pigs and financial support for measures managing tail biting. Finishing farms were most motivated by the reduction in carcass condemnations and the increase in the price of meat. The results suggest that the desire to produce healthy, well-being pigs also motivated Finnish farmers. According to the calculation model and a hypothetical scenario, tail biting in weaner pig production can cause a loss of up to approximately 32 euros per bitten pig in Finland, taking into account This is a provisional file, not the final typeset article possible effects in the finishing phase, reduced growth, treatment of the tail-damaged pig, and various income losses and additional costs.

Transport, abattage, ramassage

07/08/2026 : Systematic mapping review of cattle welfare research during road transportation (2015–2025)

Type de document : synthèse scientifique publiée dans [Journal of Animal Science](#)

Auteurs : Lily Edwards-Callaway, Davida Rimm-Kaufman, Huey Yi Loh

Résumé en français (traduction) : Une revue systématique des études consacrées au bien-être des bovins lors du transport routier (2015-2025)

Cette revue systématique sous forme de cartographie visait à caractériser les tendances de la recherche, à synthétiser les données existantes et à mettre en évidence les lacunes dans les connaissances issues des études évaluant l'impact des facteurs liés au transport routier sur le bien-être des bovins. Quatre bases de données (Agricola, CAB Abstracts, Medline, Web of Science) ont été consultées, et 125 études évaluées par des pairs ont été incluses dans l'analyse finale à l'issue d'un processus de sélection rigoureux. Les données ont été extraites et synthétisées à l'aide d'un logiciel dédié aux revues systématiques, puis visualisées à l'aide de cartes des lacunes dans les données. La revue a révélé que les études avaient été menées dans toutes les régions du globe, bien que l'Afrique et l'Océanie aient été très peu représentées ($n = 8$, soit 6,4 %, et $n = 6$, soit 4,8 %, respectivement). La durée ou la distance de transport était le facteur de transport le plus étudié dans la littérature, étant pris en compte dans 46,4 % ($n=58$) des études. D'autres facteurs couramment associés au stress lié au transport, tels que l'environnement extérieur pendant le transport et la densité de chargement dans la remorque, étaient très peu représentés dans les données ($n=15$, soit 12,0 %, et $n=16$, soit 12,8 %, respectivement). Les études portaient sur un large éventail de types de bovins, y compris divers stades de production (veaux vs adultes), classes de sexe (bœufs vs taureaux vs vaches) et types de races (laitières vs à viande). Les recherches portaient sur plusieurs types de résultats, des paramètres physiologiques ayant été mesurés dans plus de la moitié des études ($n = 70$, 56,0 %). La caractérisation de la recherche sur le transport à travers les différentes régions met en évidence les différences mondiales en matière de systèmes de production bovine, d'infrastructures et de cadres réglementaires. Cette cartographie systématique constitue une ressource précieuse pour les chercheurs et les parties prenantes ; elle identifie les domaines clés pour les recherches futures et contribue aux efforts visant à identifier les meilleures pratiques de gestion du transport afin d'améliorer le bien-être des bovins.

Résumé en anglais (original) : This systematic mapping review aimed to characterize research trends, aggregate existing evidence, and highlight knowledge gaps in studies evaluating the impact of road transportation-related factors on cattle welfare outcomes. Four databases (Agricola, CAB Abstracts, Medline, Web of Science) were searched, and 125 peer-reviewed studies were included in the final analysis after a rigorous screening process. Data were extracted and synthesized using systematic review software and visualized using evidence gap maps. The review revealed studies were conducted across all regions of the globe, although Africa and Oceania had minimal representation ($n=8$, 6.4% and $n=6$, 4.8%, respectively). Transport duration or distance was the most studied transportation factor across the literature, included in 46.4% ($n=58$) of the studies. Other factors commonly associated with transport stress, such as the external environment during transportation and the trailer stocking density, were minimally represented in the data ($n=15$, 12.0% and $n=16$, 12.8%, respectively). Studies included a wide range of cattle types, including a variety of stages of production (calf vs adult), sex classes (steer vs bull vs cow), and breed types (dairy vs beef). Research included multiple types of outcomes with physiological parameters measured in over half of the studies ($n=70$, 56.0%). The characterization of transportation research across regions highlights the global differences in cattle production systems, infrastructure, and regulatory frameworks. This systematic map provides a valuable resource for researchers and stakeholders, identifying key areas

for future research, and contributing to efforts to identify best management practices for transportation to improve cattle welfare.

04/08/2026 : Brittany Ferries ends live animal transport following NGO pressure

Type de document : article publié par [Eurogroup for Animals](#)

Auteurs : Eurogroup for Animals

Extrait en français (traduction) : Brittany Ferries met fin au transport d'animaux vivants suite à la pression exercée par des ONG

Cette annonce fait suite à plus d'un an de campagne internationale soutenue menée par Compassion in World Farming, Ethical Farming Ireland, WELFARM, FOUR PAWS, L214, Eyes on Animals, Eurogroup for Animals, Southampton Animal Action et Dorset Animal Action.

Brittany Ferries s'est retrouvée au cœur d'une polémique après avoir repris, en mars 2025, le transport d'animaux d'élevage vivants de l'Irlande vers la France, revenant ainsi sur une politique en vigueur depuis 30 ans. Au cours de ces trajets, les veaux sont confinés à l'intérieur de camions pendant une traversée en ferry de 18 heures, exposés à une faim prolongée, à la détresse et à des conséquences sanitaires à vie. À l'issue de la traversée, certains ont été acheminés vers les Pays-Bas, l'Espagne et la Pologne, pour des trajets pouvant durer jusqu'à 50 heures. Le transport de veaux non sevrés constitue une violation directe du règlement européen sur le transport, comme l'a relevé un audit de la Commission européenne. Depuis sa décision de reprendre ces transports, les organisations de protection des animaux ont coordonné des campagnes, recueilli plus de 100 000 signatures de citoyens et organisé régulièrement des manifestations en Irlande, en France et au Royaume-Uni. La coalition d'ONG a également rencontré l'entreprise à plusieurs reprises pour lui demander de mettre fin à cette pratique, jusqu'à ce que celle-ci finisse par entendre l'appel. Dans un sondage publié en janvier, 82 % des citoyens de l'UE se sont dits préoccupés par le transport d'animaux très jeunes et non sevrés, tandis que seuls 22 % étaient convaincus que les mesures de protection actuelles étaient suffisantes.

Cette nouvelle constitue une victoire historique pour les animaux, qui démontre le pouvoir de la mobilisation des ONG et des citoyens, tout en envoyant un message clair aux décideurs européens qui négocient actuellement la révision de la législation européenne sur le transport des animaux, vieille de 20 ans.

Irish Ferries est désormais le seul opérateur à poursuivre ce commerce entre l'Irlande et la France, et les organisations de protection des animaux appellent l'entreprise à emboîter le pas de toute urgence.

Les organisations de protection des animaux exhortent l'UE à interdire le transport d'animaux non sevrés sur de longues distances, à instaurer des limites strictes en matière de durée de transport et à remplacer l'exportation d'animaux vivants destinés à l'abattage et à l'engraissement par un commerce de viande et de carcasses.

Plus de 60 000 citoyens ont déjà signé une lettre ouverte demandant aux décideurs politiques de veiller à ce qu'une législation européenne révisée protège de manière adéquate les animaux pendant leur transport.

Extrait en anglais (original) : The announcement follows more than a year of sustained international campaigning by Compassion in World Farming, Ethical Farming Ireland, WELFARM, FOUR PAWS, L214, Eyes on Animals, Eurogroup for Animals, Southampton Animal Action and Dorset Animal Action.

Brittany Ferries was at the centre of controversy after in March of 2025, it resumed the transportation of live farmed animals from Ireland to France, reversing a policy of 30 years. On these journeys, calves are kept inside trucks for an 18-hour ferry crossing, exposed to prolonged hunger, distress and lifetime health consequences. Following the crossing, some were transported onwards to Netherlands, Spain and Poland, with journeys lasting up to 50 hours.

The transport of unweaned calves is in direct breach of the EU Transport Regulation, noted by a European Commission audit. Since its decision to resume transport, animal protection organisations coordinated campaigns, collected over 100,000 signatures from citizens and held regular demonstrations in Ireland, France and the UK. The NGO coalition also met with the company several times asking for an end to the practice, until the company finally listened.

In a survey released in January, 82% of EU citizens expressed concern about the transport of very young and unweaned animals, with only 22% convinced that current protections were adequate.

This news is a landmark victory for animals that shows the power of mobilising NGOs and citizens, while it sends a clear message to EU policy-makers who are negotiating the revision of the EU's 20-year-old animal transport legislation.

Irish Ferries is now the only operator continuing the trade from Ireland to France, and animal protection organisations call on the company to urgently follow suit.

Animal protection organisations urge the EU to prohibit the transport of unweaned animals over long distances, introduce strict journey-time limits and replace the export of live animals for slaughter and fattening with a trade in meat and carcasses.

Over 60,000 citizens have already signed an open letter asking policy-makers to ensure that a revised EU legislation adequately protects animals during transport.

22/07/2026 : Quality of in-vehicle temperature data collected by competent authorities as part of inspection of animal welfare during long-distance transport of pigs: a Danish case study

Type de document : article scientifique publié dans [Frontiers in Animal Science](#)

Auteurs : Herskin MS, Toft-Petersen E, Krogh MA

Résumé en français (traduction) : Qualité des données relatives à la température à l'intérieur des véhicules, recueillies par les autorités compétentes dans le cadre du contrôle du bien-être animal lors du transport de porcs sur de longues distances : une étude de cas danoise

Cet article se concentre sur les données de température recueillies par les autorités publiques dans le cadre des contrôles de bien-être animal lors du transport sur de longues distances de porcs au sein de l'Union européenne, et évalue la qualité de ces données en termes de suivi du bien-être animal. La loi impose aux transporteurs de collecter des données de température et de mettre ces relevés à la disposition des autorités publiques sur simple demande. En prenant comme exemple le transport à grande échelle de porcelets sevrés du Danemark vers d'autres États membres de l'UE, l'objectif de cet article était de recenser et d'examiner la qualité des registres ainsi collectés par les autorités publiques afin de fournir des informations sur le bien-être animal pendant le transport. Notre analyse a porté sur un échantillon ponctuel de données comprenant 180 registres renvoyés, représentant 124 trajets effectués au cours de semaines sélectionnées en 2023. L'analyse des données a révélé un ensemble très hétérogène constitué de fichiers texte présentant des formats variés. Des variables jugées essentielles pour comprendre le contenu des fichiers et en interpréter les implications en matière de bien-être animal ont été identifiées. Pour la grande majorité des registres renvoyés, seul un nombre limité de ces variables était présent. La diversité était manifeste, notamment en ce qui concerne le nombre de capteurs fournissant des données par véhicule (de un à six capteurs), les intervalles d'échantillonnage très hétérogènes, l'absence d'informations sur les températures extérieures et l'insuffisance de certains types de données. Des facteurs tels que le manque de connaissances sur le placement des capteurs (horizontal et vertical), le manque de connaissances sur le comportement des porcs pendant la collecte des données et les données manquantes sont examinés comme des limites potentielles à la qualité des enregistrements de température renvoyés pour le suivi du bien-être animal. En conclusion, l'hétérogénéité du matériel et le manque de connaissances concernant le placement des capteurs et le comportement des porcs pendant la collecte des données constituent des limites importantes pour l'interprétation des enregistrements de température transmis en matière de bien-être animal. Parallèlement au développement futur de solutions numériques normalisées permettant de créer un système plus efficace, transparent et applicable, d'autres études de validation sont nécessaires pour identifier les exigences minimales relatives à la manière dont les données de température et les métadonnées associées doivent être systématiquement collectées afin de pouvoir évaluer le bien-être animal lors du transport de porcs sur de longues distances.

Résumé en anglais (original) : This paper focuses on temperature data collected by public authorities as part of animal welfare inspections of long-distance transport of pigs in the EU and evaluates the quality of these data in terms of monitoring animal welfare. It is a legal requirement that transporters collect temperature data and that temperature recordings are made available to the public authority upon request. Using the extensive transport of weaner pigs from Denmark to other EU member states as a case, the aim of this paper was to map and review the quality of records collected in this way by public authorities for the purpose of informing about animal welfare during transport. Our analysis involved a spot sample of data containing 180 returned logs representing 124 journeys from selected weeks in 2023. Data analysis revealed a highly heterogeneous material constituting text

files in multiple designs. Variables considered critical to understanding the content of the file and interpreting the consequences in terms of animal welfare were identified. For the vast majority of the returned logs, only a limited number of these variables were present. The diversity was evident in terms of, for example, the number of sensors providing the data per vehicle (one to six sensors), highly heterogeneous sampling intervals, lack of information on outdoor temperatures, and lack of multiple data types. Factors such as lack of knowledge about sensor placement (horizontal and vertical), lack of knowledge about the behavior of the pigs during data collection, and missing data are discussed as potential limitations for the quality of returned temperature logs in order to monitor animal welfare. In conclusion, the heterogeneity of the material and the lack of knowledge about sensor placement and pig behavior during data collection constitute significant limitations for the interpretation of the returned temperature logs in terms of animal welfare. In parallel with a future development of standardized digital solutions creating a more efficient, transparent, and enforceable system, further validation studies are needed to identify minimum requirements for how temperature data and associated metadata should be systematically collected in order to be able to assess animal welfare during long-distance transport of pigs.